

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2391 - 30 mai 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Notre camp,
celui des
travailleurs**



**Les 7, 8 et 9 juin à Presles
La fête de Lutte Ouvrière**

SOMMAIRE

Après les européennes

- p. 4/5 ■ Les élections européennes et la montée électorale du Front national
- Les résultats de LO
- Les résultats en Outre-mer
- L'affaire Bygmalion

Europe

- p. 6 ■ Après les élections dans l'Union européenne
- En Belgique
- p. 11 ■ Espagne
- Grande-Bretagne
- Italie

Leur société

- p. 12 ■ La grande muette se fait entendre
- Frais hospitaliers
- Electricité
- Réforme du livret A
- Quand Pôle emploi licencie

Dans les entreprises

- p. 12 ■ PSA Poissy
- La Poste Île-de-France
- La Poste Fleury-les-Aubrais
- p. 14 ■ MyFerryLink
- Technicolor Rennes
- Les Cars d'Orsay
- 3 juin, manifestation des retraités
- p. 15 ■ SNCE, manifestation du 22 mai
- Ateliers d'Armançon
- Communaux de Reims

Dans le monde

- p. 16 ■ Ukraine : Un président élu au son du canon
- Maroc : Non à la répression !

La fête de Lutte Ouvrière

- p.7, 8, 9 et 10

Bil rouge

Magouille Academy : Guéant doublé par Copé

Claude Guéant, qui fut pendant des années le fidèle second de Sarkozy, accumule les problèmes judiciaires.

Après avoir dû s'expliquer sur les primes en liquide qu'il se versait comme ministre de l'Intérieur, puis sur les mystérieuses ventes de tableaux à un mystérieux homme d'affaires, il est maintenant en garde à vue dans l'affaire Tapie. Ou plutôt dans une des

affaires Tapie, celle du versement à l'amiable de 400 millions d'euros d'argent public à l'affairiste.

Soulagement pour Guéant, dans la famille « magouilleurs UMP », la presse demande plutôt Copé et Sarkozy, auxquels Guéant peut refiler le mistigri.

Un pape matérialiste ?

Dans l'avion qui le ramenait du Moyen-Orient, le pape a répondu aux questions des journalistes.

La situation des Palestiniens ? Le pape va organiser

une prière à trois, avec un rabbin et un imam. Les prêtres pédophiles ? Prière avec un panel de victimes.

La disparition de quinze millions d'euros des caisses du Vatican, suite à une opération douteuse du cardinal Bertone ? Là, pas de prière, l'enquête doit aller au bout. On ne plaisante pas avec les deniers du culte.

Front national : partage des rôles

Jean-Marie Le Pen agitant le spectre d'une « explosion démographique » du

tiers-monde venant « submerger » l'Europe, a érécuté : « *Monseigneur Ebola pourrait régler cela en trois mois.* » Ebola est un virus qui sévit en Afrique, provoquant une fièvre hémorragique foudroyante.

De tels propos abjects n'étonnent pas de sa part. Il ne s'agit pas là d'une bévue mais d'un choix. Pendant que la fille use de démagogie qui parfois se veut doucereuse à l'égard des milieux populaires, le père se charge de plaire à l'électorat réactionnaire traditionnel du FN.

Le Pen père et fille constituent les deux facettes d'une même médaille.

À la télé

Notre camarade Arlette Laguiller est l'invitée de Serge Moati dans son émission Politiques sur la chaîne parlementaire LCP. Plusieurs diffusions :

- samedi 31 mai à 10 heures et à 23 heures
- dimanche 1^{er} juin à 13 heures et à minuit.



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et des guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal mai 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

La seule voie pour les travailleurs

Le Front national de loin en tête des résultats, le Parti socialiste plus bas que jamais depuis des décennies, et tout cela sur la base d'une forte abstention : voilà les éléments marquants de ces élections européennes.

Comme aux municipales, le PS a été rejeté par son propre électorat. Il paye le prix de sa politique, entièrement consacrée à favoriser les intérêts des groupes capitalistes et des banquiers en multipliant les mesures qui aggravent les conditions d'existence des classes populaires.

Le FN a réussi à détourner à son profit l'écœurement provoqué par le PS. Marine Le Pen a annoncé triomphalement que c'était la fin du bipartisme, c'est-à-dire de l'alternance de la droite et de la gauche au pouvoir.

Si cela s'avérait exact, cela signifierait seulement que la supercherie de l'alternance entre l'UMP et le PS serait remplacée par une alternance à trois.

À la rivalité gauche-droite, en concurrence pour la mangeoire mais d'accord pour mener la politique exigée par la grande bourgeoisie et les possédants, s'ajouterait un troisième larron. Mais quelle que soit leur combinaison, le pouvoir mènerait sa politique en fonction des intérêts des possédants, des grands groupes industriels et commerciaux et des banquiers qui détiennent le véritable pouvoir.

Le FN, comme les deux autres, représente une politique pour la bourgeoisie mais avec des méthodes encore plus brutales et en charriant toutes les idées réactionnaires, rétrogrades, xénophobes et racistes. Avec, en plus, la menace que le renforcement même simplement électoral du FN encourage une mouvance antiouvrière qui ne se contenterait pas de voter mais qui serait prête à passer aux actes, contre les travailleurs immigrés d'abord, contre les travailleurs tout court ensuite.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Dans l'immédiat, il y a la responsabilité écrasante du PS, le désespoir et la perte de repères que sa politique a engendrés dans les classes populaires.

Mais il y a une responsabilité plus générale des grands partis issus du mouvement ouvrier qui, au fil du temps, ont complètement sacrifié les intérêts de la classe ouvrière pour accéder au pouvoir gouvernemental où ils ne pouvaient pas mener une politique autre que celle de la grande bourgeoisie.

Si le FN a pu devenir le déversoir du mécontente-

ment dans les classes populaires, c'est qu'il n'y a plus face à lui de partis qui représentent les intérêts des exploités.

C'est dans ce contexte que les résultats de Lutte Ouvrière, pour modestes qu'ils soient, préservent une perspective politique pour les travailleurs. Ils confirment la présence d'un courant politique qui s'est saisi des deux élections de l'année pour rejeter le faux choix entre partis qui sont leurs oppresseurs d'aujourd'hui, d'hier ou de demain. Ils expriment la conviction que les exploités, ceux qui n'ont ni capitaux ni rentes et n'ont que leur travail pour vivre, peuvent se constituer en une force politique opposée aux partis de la bourgeoisie.

Cette force ne pèsera réellement sur la vie politique que lorsque la classe ouvrière retrouvera sa combativité et ses moyens de lutte : les grèves, les manifestations, l'action collective.

Les milliers de femmes et d'hommes qui ont voté pour nos listes ont fait le geste d'exprimer leur approbation des objectifs qu'il faudra imposer par la lutte pour empêcher le monde du travail de tomber dans le chômage et la pauvreté. Ils représentent une minorité, mais une minorité consciente que les combats à venir devront opposer clairement la force collective des travailleurs à la grande bourgeoisie et aux gouvernements à son service. C'est la première condition de leur efficacité.

Celles et ceux qui ont voté Lutte Ouvrière ont levé un drapeau, celui de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe au quotidien, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, est la tâche primordiale dans la période à venir. C'est la seule manière de s'opposer à la montée des forces réactionnaires qui menacent d'engloutir la société.

C'est, enfin, ce courant qui pourra faire émerger un parti véritablement communiste capable d'œuvrer à ce que la classe ouvrière enlève à la bourgeoisie capitaliste le pouvoir qu'elle exerce sur l'économie et sur la politique, pour créer une organisation sociale sans exploitation et sans oppression.

Cela semble utopique devant le succès affiché par le FN, souligné encore par le désappointement des autres partis et amplifié par les commentateurs. Mais, pour les travailleurs, c'est la seule voie.

• Zéro cotisation sur les bas salaires

Un cadeau de 4,5 milliards au patronat

Lors de sa déclaration de politique générale, Valls avait promis pour le 1^{er} janvier 2015, dans le cadre du Pacte de responsabilité, la suppression des charges payées par les employeurs de salariés payés au smic. Selon le journal *Les Échos*, qui cite un conseiller gouvernemental, « les charges patronales seront réduites à zéro au niveau du smic, pour toutes les entreprises, quelle

que soit leur taille. Autrement dit, les nouvelles réductions de cotisations seront un peu plus importantes pour celles qui ont plus de 20 salariés. »

En vertu de la « réduction Fillon sur les bas salaires », les patrons qui emploient moins de 20 salariés bénéficient jusqu'à maintenant pour ceux payés au smic d'un allègement de cotisations sociales plus important

que ceux qui emploient plus de 20 salariés.

Dorénavant, la réduction de cotisation sera la même, quelle que soit la taille de l'entreprise : pour l'artisan comme pour les actionnaires de la multinationale, la cotisation sera réduite... à zéro.

La disparition de l'avantage fiscal accordé aux petites entreprises par rapport

aux grandes, est une vieille revendication du patronat, du moins des patrons des grandes entreprises. Valls leur donne donc satisfaction.

Les exonérations de cotisations sur les bas salaires ont coûté au total plus de 20 milliards d'euros en 2012, en 2013, et coûteront autant en 2014 selon les estimations de la Sécurité

sociale. Ce montant devrait être augmenté, à partir de 2015, du coût du nouveau cadeau au patronat, évalué à 4,5 milliards d'euros par Valls lui-même. Ce sont les retraités, les fonctionnaires, les bénéficiaires de prestations sociales, etc, dont Valls a annoncé le gel des ressources, qui vont en faire les frais.

Jean-Jacques LAMY

Les élections européennes et la montée électorale du Front national

« Tsunami », « séisme », « tremblement de terre » : les quotidiens ont rivalisé pour le titre le plus catastrophiste au lendemain de ces élections européennes. Pour la première fois, le Front national est arrivé en tête dans une consultation électorale. Sa progression électorale par rapport aux précédentes européennes est incontestable : 1 091 681 voix, soit 6,34 %, en 2009, contre 4 711 339 voix, soit 24,85 %, en 2014.

Si tsunami il y a cependant, le moins qu'on puisse dire, c'est que, contrairement au phénomène naturel qui prend par surprise, le phénomène politique était largement annoncé.

À la présidentielle de 2012, Marine Le Pen avait recueilli 6 421 426 voix (17,90 %). Et, en remontant jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, où le socialiste Jospin avait été disqualifié dès le premier tour en se retrouvant derrière Chirac et Le Pen, ce dernier avait recueilli au premier tour 4 804 713 voix (16,86 %). Et, pour remonter plus loin dans les présidentielles, Le Pen père avait comptabilisé sur son nom 4 376 742 voix (14,38 %) en 1988 et 4 571 138 suffrages (15 %) en 1995.

Bien sûr, ce n'était pas le même type d'élection, et les comparaisons entre ces différents scrutins sont faussées à la fois par les différences dans les participations et par les conséquences institutionnelles des élections.

Le fait est que la croissance de l'audience électorale du FN, avec ses hauts et ses bas, est parallèle à la perte de crédit des grands partis de l'alternance, l'UMP et le PS.

En étant écarté des institutions politiques centrales de la bourgeoisie, le Front national a beau jeu de dégager toute responsabilité pour la politique menée. Dans un contexte dominé par l'évolution à droite de l'opinion publique et en l'absence de partis représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière, le FN est devenu le réceptacle de tous les mécontentements.

La crise et la montée du FN

Cette installation du Front national dans l'électorat, depuis au bas mot une vingtaine d'années, s'est accélérée avec l'aggravation de la crise depuis 2008 et avec l'intensification de la lutte de classe menée par la bourgeoisie contre les classes populaires.

Les politiques d'austérité, c'est-à-dire les économies sur

les services publics, sur la protection sociale, sur la santé, sur l'enseignement, ne sont pas une lubie « sociale-libérale » du gouvernement. C'est une exigence du capital financier. Le personnel politique au gouvernement n'a pas d'échappatoire. Sarkozy lui-même a payé par sa non-réélection la politique qu'il a menée pour le compte du grand capital.

Les conséquences des exigences de la bourgeoisie sont autrement plus graves pour le PS. Ce sont précisément les catégories sociales qui fournissent le gros de son électorat qui sont les principales victimes des coups portés aux classes populaires pour le compte du grand capital.

La rapidité de la dégringolade de Hollande dans les sondages est confirmée en grandeur nature par les élections municipales puis européennes. Ce n'est certes pas la première fois que les dirigeants du PS perdent tout crédit en exécutant la politique que la bourgeoisie exige d'eux. Dans un tout autre contexte marqué par la guerre d'Algérie, le parti de feu Guy Mollet en avait donné une illustration.

La grande bourgeoisie n'a que faire des intérêts électoraux de son personnel politique, et encore moins de ceux de son personnel de gauche.

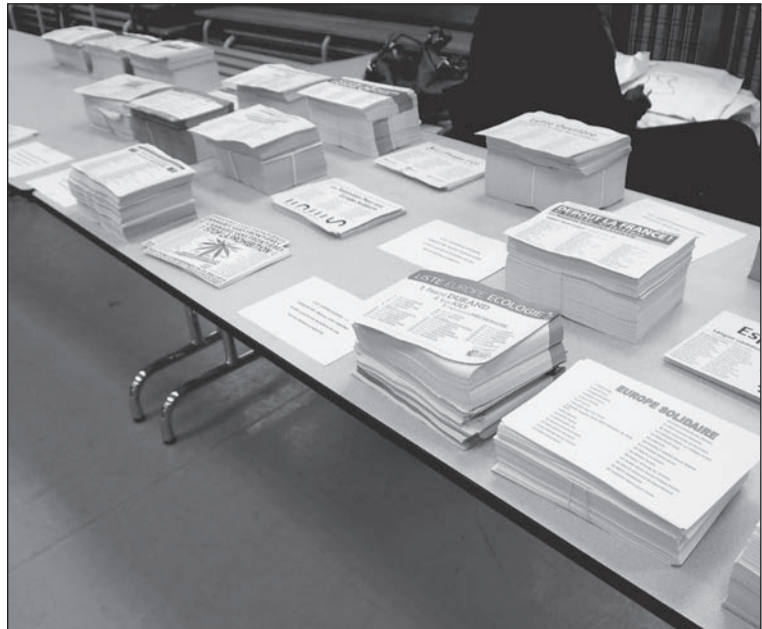
Mais ce qui peut lui poser problème, c'est que la déconsidération accélérée de la gauche n'entraîne pas une remontée symétrique de l'UMP, embourbée dans les scandales et déchirée par les guerres de chefs.

C'est l'ensemble du système de l'alternance droite-gauche, qui fait ronronner la V^e République depuis un demi-siècle, qui est en train de s'effondrer.

Est-ce l'amorce d'une crise politique ? Peut-être. Encore faut-il en mesurer la portée et les problèmes qu'elle est susceptible de poser à la bourgeoisie.

Contrairement à la présidentielle et aux législatives, les élections européennes n'ont aucune conséquence institutionnelle en France.

Marine Le Pen a beau réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale, Hollande n'a



aucune raison de lui faire ce cadeau. Le système politique de la démocratie bourgeoise légitime le pouvoir de ceux que les élections ont désignés « pour opprimer le peuple » pendant les cinq ans de leur mandature, même s'ils ont perdu tout crédit pour avoir fait l'inverse de ce qu'ils ont promis à leurs électeurs.

Dans le bref discours de Hollande au lendemain des élections européennes, les seules choses à retenir sont, d'une part, que le gouvernement socialiste ne cédera pas la place et, d'autre part, qu'il n'abandonnera pas la politique antiouvrière qu'il mène. De façon significative, la droite parlementaire s'est bien gardée d'emboucher les trompettes de la dissolution à la suite de Marine Le Pen. Ni les uns ni les autres ne veulent prendre le risque d'une crise politique grave. Sauf si sa politique se heurte à des mouvements sociaux qu'il sera incapable de contrôler, le PS est assez responsable vis-à-vis de la bourgeoisie pour aller jusqu'au bout du sale boulot, quitte à perdre le peu d'influence électorale qu'il lui reste, voire à se décomposer.

La bourgeoisie préfère faire l'économie d'une crise politique. Si elle survient cependant, elle ne sera pas nécessairement insupportable. La crise politique longue en Belgique et celle à répétition en Italie n'ont pas affecté outre mesure les affaires de la bourgeoisie. À plus forte raison, elles n'ont pas menacé ses intérêts fondamentaux.

La montée du FN ne menace que le système d'alternance gauche-droite, pas les institutions. La substitution d'une alternance à trois à l'alternance à deux des décennies passées ne pose de problèmes qu'au personnel politique en place – dont une partie se

reconvertira aisément –, pas à la bourgeoisie.

Quelle pourrait être la configuration du système qui se dessine – si tant est que le FN continue sa progression électorale dans les élections à conséquences institutionnelles (législatives, présidentielle) ? Passera-t-elle par la décomposition de l'UMP, avec des pans entiers qui rejoignent le FN sous une forme ou sous une autre ? Serait-ce que le PS se déconsidère au point que s'effectue, en plus durable, ce qui s'est produit lors de l'élection présidentielle de 2002, c'est-à-dire qu'une sorte d'alternance se maintienne mais en opposant seulement deux grandes formations de droite ?

Il n'est pas utile de se livrer à ce genre de spéculations. Le FN gouvernera, comme l'UMP et le PS, dans l'intérêt de la bourgeoisie.

La responsabilité de la gauche

La responsabilité dans cette évolution de la gauche qu'on ne peut même plus qualifier de « réformiste » est écrasante.

Celle du PS est évidente : chaque fois qu'il accède au pouvoir gouvernemental, il exécute servilement la politique exigée par la grande bourgeoisie. Mais, avec la crise, la bourgeoisie lui demande plus que de gérer la société d'exploitation, elle exige que les exploités soient poussés vers la pauvreté afin de préserver et d'augmenter ses profits.

La responsabilité du PCF est plus grande encore dans la mesure où c'est lui qui a eu suffisamment d'influence dans la classe ouvrière pour lui imposer l'idée qu'elle n'aurait de salut qu'à travers un gouvernement de gauche.

Au lendemain des élections européennes, *L'Humanité* se lamentait sur « la montée des périls à gauche après les élections ». Quant à Mélenchon, il larmoyait en direct à la télévision sur le sort de sa « belle patrie » qui n'avait pas su résister à la montée de l'extrême droite !

Mais l'un et l'autre ont évité de se poser la question : pourquoi ce sont précisément dans les villes ouvrières, dans les quartiers populaires, que le FN a le plus progressé ?

Car le fait marquant de ces élections est justement que l'électorat populaire qui votait traditionnellement à gauche a tenu à marquer son opposition à l'égard du gouvernement par l'abstention surtout mais, pour certains, par le vote FN.

Le bilan politique du PCF est désastreux. Toute politique de lutte de classe abandonnée, sa direction a mis à la disposition du PS son influence dans la classe ouvrière. Les gouvernements socialistes ont mené leur politique avec la complicité de la direction du PCF, que celui-ci ait été récompensé par quelques postes ministériels ou pas. Les appareils syndicaux se sont mis au diapason et ont désarmé, démoralisé, un nombre croissant de militants ouvriers. Le PS du temps de Mitterrand a commencé par plumer le PC et l'a réduit en force d'appoint. Le PS sous Hollande l'entraîne dans la déconsidération qui le frappe, quand bien même le PCF se démarque du gouvernement socialiste un peu plus que sous Mitterrand ou Jospin.

Cela fait très longtemps que, malgré sa base ouvrière et son étiquette communiste, le PCF ne représente plus une perspective de classe pour les travailleurs et qu'il incarne la même politique d'intégration dans la société bourgeoise que le PS. Mais, en associant son destin politique à celui du PS, il est devenu incapable même de canaliser le mécontentement du monde du travail contre le gouvernement socialiste. Le Front de gauche, loin de profiter électoralement de l'effondrement du PS, maintient à peine ses résultats.

La voie était ouverte pour que le FN puisse apparaître comme le seul réceptacle de tous les mécontentements. À l'illusion dans les classes populaires à l'égard de la gauche gouvernementale, a succédé l'illusion envers le FN : « Ceux-là, on ne les a pas encore essayés ».

Les résultats de Lutte Ouvrière aux européennes 2014

Circonscriptions	Européennes 2014					2009	
	Inscrits	Votants	Exprimés	Voix LO	% LO	Voix LO	% LO
Nord-Ouest	6 601 676	2 839 069	2 719 153	45 697	1,68%	51 767	2,08%
Ouest	6 353 676	2 856 507	2 725 079	33 218	1,22%	31 284	1,25%
Est	5 882 243	2 539 157	2 428 600	32 946	1,36%	31 848	1,46%
Sud-Ouest	6 482 664	3 078 767	2 941 083	25 250	0,86%	26 760	1,02%
Sud-Est	7 981 771	3 429 651	3 318 163	29 952	0,90%	24 727	0,84%
Massif-Central-Centre	3 370 832	1 554 012	1 472 743	19 740	1,34%	18 841	1,40%
Île-de-France	8 100 022	3 152 082	3 065 594	26 038	0,85%	20 748	0,74%
Total	44 772 884	19 449 245	18 670 415	212 841	1,14%	205 975	1,22%
Outre-mer (Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier)	1 782 369	303 895	285 221	9 668	3,39%		
Résultats des 8 circonscriptions	46 555 253	19 753 140	18 955 636	222 509	1,17%		

Les résultats en Outre-mer

Notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, tête de liste de Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier dans la circonscription de l'Outre-mer a publié un communiqué disant notamment :

« Je remercie les 9668 électeurs (3,39 %) qui ont voté pour la liste que je conduisais. Certes, ce score est faible, mais il affirme malgré tout la permanence d'un courant communiste révolutionnaire parmi les travailleurs. L'existence d'un tel courant marque la volonté de plusieurs milliers de travailleurs et d'exploités de se battre pour le programme de lutte que défendent Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier.

Cela dit, force est de constater que le grand gagnant de cette élection reste l'abstention. Mais

parmi tous ceux qui se sont abstenus, il y a ceux qui l'ont fait pas seulement par déception, mais par colère contre les gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent et qui, de plans d'austérité en plans d'austérité, enfoncent toujours plus les travailleurs dans la pauvreté.

Pour ce qui est de nos scores en Martinique (13,4 %) et en Guadeloupe (7,53 %) nous constatons que si l'abstention nous a favorisés en pourcentage, nous maintenons nos scores en voix en Guadeloupe (1 983 voix)

et nous les augmentons en Martinique (4 180). C'est de bon augure.

Celles et ceux qui ont voté Lutte Ouvrière-Combat Ouvrier ont levé un drapeau, celui de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe au quotidien, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, est la tâche primordiale dans la période à venir. »

Ghislaine Joachim-Arnaud, lundi 26 mai 2014

La liste Lutte Ouvrière-Combat Ouvrier a obtenu 1 983 voix, soit 1,72 %, à La Réunion, avec notamment 3,38 % au Port et 3,70 % à Saint-Benoît.

L'affaire Bygmalion et ses éclaboussures

De rebondissements en rebondissements, l'affaire Bygmalion a fini par atteindre Jean-François Copé, qui, mardi 27 mai, a été démis, viré même, de la présidence de l'UMP par le bureau politique de ce parti.

Contre toute évidence Copé clame qu'il est profondément intègre et ses concurrents affirment qu'eux-mêmes n'étaient au courant de rien et sont blancs comme neige.

L'affaire Bygmalion a débuté fin février. Cette société, fondée par des proches de Copé, avait été chargée d'organiser « l'événementiel » de la campagne électorale de Sarkozy pour la présidentielle de 2012. Dans un premier temps, elle avait été accusée d'avoir surfacturé ses prestations à l'UMP pour un montant de 8 millions d'euros. Copé avait alors poussé les hauts cris, parlant de « coup monté ignoble ». Courant mai, on apprenait que des factures avaient été adressées à l'UMP, correspondant à quelque 80 événements, dont certains avaient d'autant moins

laissé de traces dans le parti qu'ils étaient totalement fictifs. Copé s'était alors défendu en disant qu'il ne se souciait pas de l'intendance et que de toute façon, en 2012, ce n'était pas lui qui était à la tête de l'UMP, renvoyant ainsi la patate chaude à Sarkozy.

On apprend maintenant que des factures, d'un montant de 11 millions d'euros, avaient été indûment adressées à l'UMP dans le but de masquer les dépassements de frais de campagne de Sarkozy. C'est que, selon l'ex-sous-directeur de campagne de Sarkozy qui a vendu la mèche, « il est impossible de faire une campagne électorale avec seulement 22 millions d'euros » – somme légalement autorisée ! Du côté de Bygmalion, on se défend aussi, ses dirigeants disant avoir été

victimes de chantage : ou ils acceptaient de faire de fausses factures, ou ils n'étaient pas payés.

Il est désormais évident que les juges démontreront que la campagne électorale de Sarkozy a été financée par des fausses factures. Les chefs du parti, Sarkozy, Fillon, Juppé, Raffarin et les autres le savaient forcément. Cela ne les avait pas empêchés de soutirer à leurs partisans onze millions d'euros pour combler les comptes de cette campagne.

Ces gens, chiens de garde des capitalistes, habitués eux-mêmes à vivre dans le luxe, sont par profession capables de mentir comme des arracheurs de dents. Et surtout, au milieu de la valse des millions, ils continueront, dans l'opposition, à prêcher l'austérité aux travailleurs, revenus au gouvernement, à l'imposer.

Marianne LAMIRAL



Cette illusion menace de conséquences plus graves encore pour les travailleurs que l'illusion en la gauche. Car, même si le FN en reste à l'image d'un grand parti d'extrême droite que véhicule Marine Le Pen, il charrie le chauvinisme, la xénophobie, le racisme, le protectionnisme, l'exigence d'un gouvernement autoritaire. Il véhicule tous les préjugés qui divisent les travailleurs, qui opposent ceux qui ont du travail et les chômeurs, dénoncés comme des « assistés », travailleurs du privé et travailleurs du public, traités de fonctionnaires, travailleurs en fonction de leur origine ou de leur nationalité.

Nombre d'hommes politiques de la droite parlementaire, voire de la gauche, colportent déjà ces préjugés. Mais un parti d'extrême droite fort les véhicule avec une tout autre virulence.

Indépendamment même des options politiques de la direction du FN, son influence croissante menace de faire naître dans son sillage des individus ou des groupes qui ne se contenteront pas de discours contre les étrangers, les Roms, les chômeurs, etc., mais qui auront envie de passer à l'acte.

Avec le Parti socialiste, flanqué du PCF, la bourgeoisie dispose depuis longtemps d'un instrument politique utile pour anesthésier la classe ouvrière. Avec le Front national, elle dispose d'une force politique qui aspire à représenter ses intérêts avec des méthodes plus autoritaires et une orientation réactionnaire. Fera-t-elle le choix de l'associer davantage au pouvoir et de la financer ? Cela dépendra en dernier ressort de la crise et des réactions sociales qu'elle suscitera.

Comment faire face ?

La progression du Front national est, pour le moment, électorale.

Mais il faut que tous ceux qui, dans la classe ouvrière, sont choqués par la montée du FN et plus encore par le fait qu'il puisse trouver un écho grandissant dans les classes populaires, retrouvent confiance en la classe ouvrière et dans la lutte de classe.

La question de savoir si les votes pour le FN dans les classes populaires sont des votes protestataires ou des votes d'adhésion est un problème militant. Si le FN ne trouve sur son chemin que des lamentations, des appels au sentiment républicain ou des combinaisons de politiciens, le nombre de ceux qui dans les classes populaires ont voté pour le FN pour exprimer leur écoeurlement devant « les autres » ira croissant et, pire, ils seront de plus en plus embrigadés derrière une cause qui est aux antipodes de leurs intérêts de classe.

Le combat pour empêcher la résistible ascension du FN commence par redonner à la classe ouvrière confiance en elle-même, dans la légitimité de ses exigences de classe contre la bourgeoisie. Ce combat donnera sa pleine efficacité lorsque les travailleurs prendront conscience de leur propre force et, par là même, abandonneront l'illusion en un sauveur suprême.

Encore faut-il que ce choix politique, le choix d'une politique de lutte de classe, soit défendu dans la classe ouvrière. Cela doit être la tâche primordiale de tous ceux qui se placent dans le « camp des travailleurs » et, au-delà, de tous ceux qui veulent s'opposer réellement à la montée du Front national et s'en donner les moyens.

Georges KALDY

Après les élections européennes

Avec des scores en progression, plusieurs partis de droite extrême et d'extrême droite sont sortis renforcés des élections européennes. S'ils sont unis par un discours nationaliste partagé, ces partis présentent bien des différences et iront d'ailleurs au Parlement européen en ordre dispersé. Dans la plupart des cas, il s'agit de partis de la droite parlementaire, en concurrence avec les partis conservateurs classiques.

En France, le FN fut fondé en 1972 par des militants d'extrême droite, des anciens de l'Algérie française comme Jean-Marie Le Pen, et des nostalgiques du régime de Vichy qui ne répugnaient pas aux méthodes musclées. Depuis, il a cherché à s'intégrer au jeu politique classique et à accéder à la mangeoire du pouvoir. Un parti comme Aube dorée, en Grèce, se réclame ouvertement

d'Hitler. Son emblème ressemble à une croix gammée et ses militants au crâne rasé font le salut nazi, bras tendu, quand ils n'organisent pas des tabasages d'immigrés. Le parti Jobbik, en Hongrie, a aussi l'allure d'un parti fasciste: une milice qui parade en uniforme et dont les membres, armés, sont coutumiers de manœuvres d'intimidation brutale à l'encontre des Roms.

Tous ont en commun de faire de la lutte contre les étrangers ou les minorités leur fonds de commerce électoral. Le néerlandais Wilders a promis de « s'occuper des Marocains »; le britannique Farage s'en prend régulièrement aux Roumains; la Ligue du Nord italienne, le FPÖ autrichien, le Parti populaire danois et le FN font également des étrangers des boucs-émissaires. Leur progression contribue donc à diviser le monde du travail. Elle influence les partis de gouvernement qui, pour ne pas être en reste, durcissent leur discours et leur politique à l'égard des étrangers, réclament des frontières plus étanches, etc.

La progression de ces partis d'extrême droite est certes à relativiser. D'une part, le scrutin est marqué par une abstention forte, en particulier dans les quartiers populaires: 57 % en moyenne, 64 % au Royaume-Uni, 71 % en Hongrie, 87 % en Slovaquie, etc. D'autre part, les élections européennes sont favorables aux forces souverainistes.

Bien qu'elle traduise des phénomènes divers et limités, cette progression simultanée n'en constitue pas moins une menace pour les travailleurs, en particulier quand ces formations y trouvent une partie de leur base électorale. Cette progression est une des

conséquences politiques de la crise économique que traverse l'Europe depuis 2008. Elle se produit par défaut, sans qu'il y ait en face de partis qui contestent le système capitaliste sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière. Une réaction d'ampleur du monde du travail saperait les bases de l'extrême droite, en montrant que les travailleurs peuvent se battre pour leurs propres intérêts, aux antipodes de la xénophobie de l'extrême droite. Aujourd'hui, aucune force politique significative ne lève ce drapeau. C'est pourtant la seule perspective, pour qui veut mettre un terme aux progrès de la réaction.

Michel BONDELET

• Belgique

Trois élections le même jour

Les électeurs votaient pour le Parlement européen, mais aussi pour le Parlement fédéral (pour tout le pays) et les parlements régionaux (wallon, flamand, bruxellois et germanophone).

En Flandre

C'est une nouvelle progression des voix de la Nouvelle alliance flamande (N-VA). Avec 32 %, ce parti nationaliste a obtenu 33 élus. Le PS et le Sp.a (Parti socialiste flamand) ont à eux deux 36 élus, et les libéraux 34. Ce sont surtout les voix de l'extrême droite (Vlaams Belang et Dedekker) que la N-VA a récupérées.

Nombre de commentateurs se sont précipités pour déclarer que le Vlaams Belang était mort... Mais ses préjugés xénophobes, antiouvriers

et séparatistes ne le sont pas: ils se sont fondus dans le grand rassemblement des mécontents sous la bannière du nationalisme flamand.

Côté francophone

Le PS, qui dirigeait le gouvernement, a perdu jusqu'à dix points dans certaines régions. Mais avec 31 % en Wallonie, il y reste le premier parti.

Un certain mécontentement s'est exprimé, par le vote pour le Parti du travail de Belgique qui se situe à la

gauche du PS. Ce parti triple ses voix et obtient deux sièges au Parlement fédéral, deux sièges au Parlement régional wallon et quatre sièges au Parlement régional bruxellois. Dans la circonscription de Liège au passé industriel, le PTB obtient 8,3 % dans le canton Herstal très ouvrier, marqué par la sidérurgie, il obtient même 20,67 %.

À l'extrême droite, très divisée, le Parti populaire obtient un siège au Parlement fédéral et un siège au Parlement régional wallon. Ensemble, douze formations nationalistes et/ou d'extrême droite ont obtenu près de deux fois plus de voix que le PTB.

Correspondant LO



Les résultats de Lutte Ouvrière

Le groupe Lutte Ouvrière a présenté une liste dans le Hainaut, une des régions les plus ouvrières du pays. Il a obtenu 3 539 voix soit 0,48 % à l'échelle de la circonscription.

C'était la seule liste qui se réclamait du communisme

et des luttes de la classe ouvrière. Ces 3 500 électrices et électeurs ne pèsent pas dans le jeu électoral de la bourgeoisie, mais ils compteront dans les luttes à venir et pour la construction d'un parti communiste révolutionnaire.

• Grèce

Mirage de la gauche de la gauche et danger réel de l'extrême droite

Avec 26,6 % des voix et 6 sièges, la Coalition de la gauche radicale (Syriza) arrive en tête devant les deux partis du gouvernement de coalition: la Nouvelle démocratie de droite (22,7 % - 5 sièges) et le Pasok, parti socialiste (8,02 % - 2 sièges). Mais entre ces deux derniers s'est intercalé en troisième position le parti d'extrême droite, Aube dorée, avec près de 9,5 % (3 sièges) et 100 000 voix de plus qu'aux élections législatives de 2012.

Les deux partis au pouvoir payent leur politique systématique d'appauvrissement de la population, appliquant à la lettre les directives de la Troïka (la Banque centrale européenne, l'Union européenne et le FMI) pour sauver les banques et les intérêts des capitalistes grecs et étrangers.

La progression d'Aube dorée montre une décomposition de la société grecque sous les coups de la crise et de la

violence des attaques contre la population. Outre ses résultats aux européennes, ce parti, dont le dirigeant ne cache pas sa sympathie pour le régime nazi, a obtenu 16 % des voix aux municipales à Athènes, et même plus de 20 % dans certains quartiers populaires. Il tire ses suffrages de l'électorat de droite radicalisé mais aussi d'une partie de la population déboussolée. Multipliant les actes de violence contre les

immigrés, contre les syndicalistes, les militants de gauche, il incarne parfaitement ce dont le patronat peut avoir besoin pour mettre au pas les travailleurs. Les travailleurs, les chômeurs - 28 % de la population et 58 % chez les jeunes - épuisés par une lutte quotidienne pour la survie, et qui se sont laissés prendre à sa démagogie et à sa prétendue solidarité avec les pauvres, à condition qu'ils soient grecs, n'ont rien à attendre que des coups.

Le bon résultat de Syriza

montre que de nombreux électeurs ont voulu exprimer leur colère contre le gouvernement, en votant pour une gauche dont ils espèrent des mesures radicales. Tsipras, le leader de Syriza, a beaucoup joué sur la fibre nationale, appelant à voter pour une Grèce qui retrouverait sa dignité et sa place dans l'Europe sans avoir à subir « la tutelle néo-libérale de Berlin ». Il a exhorté le pays à se débarrasser de ses dirigeants corrompus. Maintenant, s'appuyant sur ses résultats mais aussi sur la

victoire de sa candidate à la tête de la région d'Athènes, qui représente 30 % du corps électoral, il réclame, sans succès, des élections législatives anticipées. Il en appelle à une alliance politique élargie avec la perspective de constituer un jour un nouveau gouvernement, qui pourrait négocier avec la Troïka l'application d'une politique moins rigoureuse. Une sorte de gouvernement de gauche social-démocrate, dont on voit en France les résultats.

Sylvie MARÉCHAL

Suite des articles sur les résultats des élections européennes en page 11

les 7, 8, 9 juin à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Après deux ans de gouvernement du Parti socialiste, chacun a pu constater qu'il poursuit la même politique que son prédécesseur, favorisant le patronat et faisant payer la crise au reste de la population. Alors comment riposter à ce gouvernement et au patronat? Comment mettre fin au système capitaliste et à l'exploitation? Comment combattre la montée des idées réactionnaires et xénophobes, des nationalismes et des protectionnismes de tout poil, illustrée par les derniers résultats électoraux. Ces thèmes et beaucoup d'autres seront abordés lors des interventions de Nathalie Arthaud, mais aussi dans les très nombreux débats organisés à la fête. Et la présence de groupes politiques de nombreux pays témoignera du fait que le mot d'ordre « prolétaires de tous pays, unissez-vous » n'est pas pour nous un vain mot. Notre fête sera marquée par un internationalisme bien vivant. Les livres, les sciences et les arts seront largement présents. Dans toute la fête, il fera bon se retrouver dans une ambiance fraternelle, autour d'un repas ou en écoutant un spectacle. Alors, réservez votre week-end si ce n'est déjà fait, et « à très bientôt à la fête ».

La Fête sera ouverte du samedi 7 juin à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi soir 20 heures.

Cartes d'entrée et bons d'achat

La carte d'entrée, valable trois jours, est vendue à l'avance au tarif réduit de 15 euros. Si on l'achète sur place, elle coûtera 20 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons, d'un pouvoir d'achat de 5 euros mais vendus à l'avance 4 euros, sont également disponibles avant. Ils ne sont pas vendus durant la fête.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à

Lutte Ouvrière • BP 233 • 75865 Paris Cedex 18

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans oublier d'indiquer l'adresse d'expédition et le téléphone. Envoi franco.

Pour venir à la Fête

En train

La Fête est facilement accessible par le train. C'est un moyen rapide: 38 minutes depuis la Gare du Nord jusqu'à la gare de Presles-Courcelles (départ à 5 h 34, 6 h 34, puis toutes les heures jusqu'à 23 h 34). La seule contrainte est le trajet à pied: compter environ 12-15 minutes pour parcourir les 900 mètres qui séparent la gare de Presles-Courcelles de l'entrée de la fête... dont le dernier tiers en côte.

Dézonés pendant les trois jours de la Pentecôte, les pass Navigo mensuel et annuel, y compris les pass Améthyste et Imagine'R, permettent de se rendre à la fête gratuitement. Pour ceux qui ne les possèdent pas, le prix de l'aller plein tarif de Paris à Presles est de 5,80 euros.

En cars gratuits

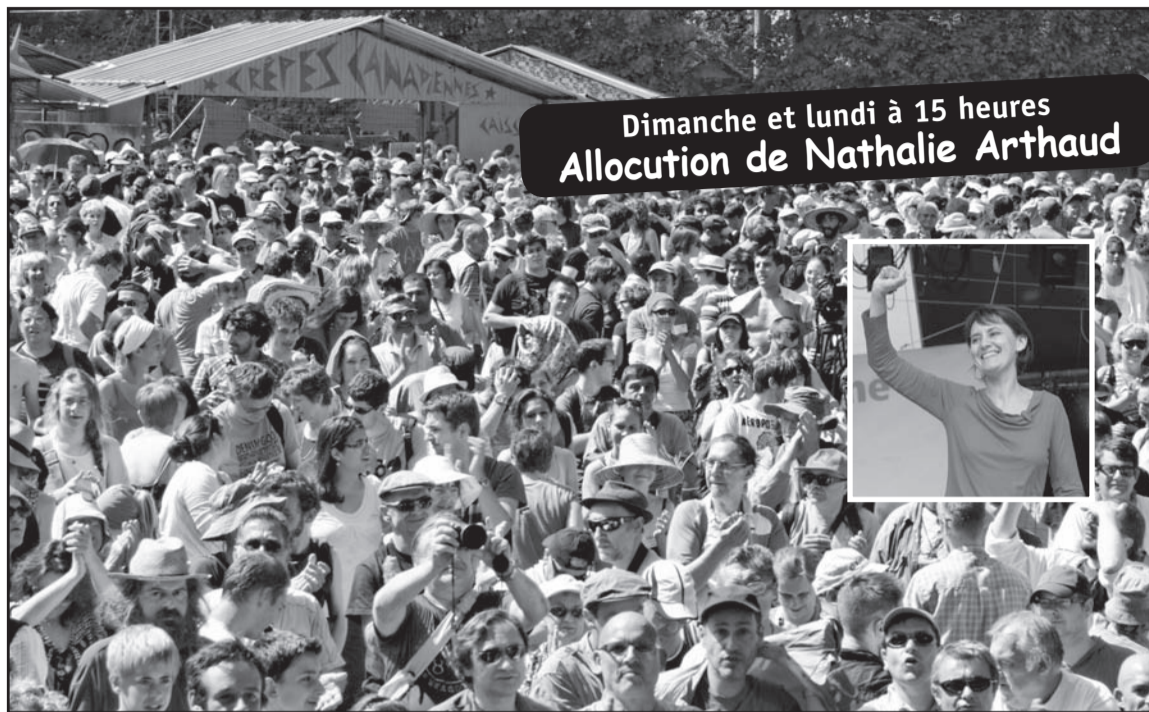
Par ailleurs des autocars gratuits partiront du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) pour aller jusqu'à l'entrée de la Fête. Ils circuleront les trois jours aux horaires d'ouverture de la fête, avec un départ toutes les 20 minutes environ, et le retour est toujours assuré!

Automobilistes, attention: Presles est une petite ville et le stationnement des voitures y est très difficile.

Départs collectifs en région

Des départs groupés, en train ou en autocars, sont prévus à partir de nombreuses villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades, et consultez le site lutte-ouvriere.org, rubrique « en région ».

la fête sur Internet
fete.lutte-ouvriere.org



Au Grand podium

SAMEDI

14 h 15 - GIPSY KAMIKAZE: funk aux couleurs tziganes et manouches

16 h 45 - TOURNÉE

GÉNÉRALE: groupe de chanson française, ironique, déridant et festif

20 h 30 - HK & LES

DÉSERTEURS: classiques de la chanson française en version chaâbi

DIMANCHE

14 h 00 - EVELYNE GALLET: chansons au vitriol

16 h 00 - PARIS COMBO: chansons rétro swing jazzy

17 h 45 - FRÉDÉRIC FROMET: Chansons vaches, humour

21 h 00 - FÉLOCHE: chanson électro-cajun décalée et joyeuse



Féloche

LUNDI

13 h 30 - LES YEUX D'LA TÊTE: des mélodies sans frontières pour des textes poétiques et engagés

16 h 15 - NAWEL: rock électro-tunisien



Paris Combo

Au Théâtre de verdure

SAMEDI

14 h 30: SAKIBEL, jazz caribéen • 16 h 45:

ACORDEAKI, musiques de l'Est • 18 h 45: *C'étaient les poilus*, sur la guerre de 14, lectures théâtralisées et musicales par la Cie Les Insolents • 21 h 00: JEF SICARD en quartet hommage à John Coltrane, jazz



Le programme de la fête sur votre smartphone

DIMANCHE

11 h 30: *Le Marécage des cygnes* par Les Moyens du Bord, opéra-bouffe • 13 h 30: BIG JOE HUNTER and the Blues Beans, blues • 16 h 30: KALINDI, musique antillaise Gwoka • 18 h 00: *Comment épouser un milliardaire*, pièce humoristico-politique, par Audrey Vernon • 19 h 30: Bernard MEULIEN textes de J. Prévert et de G. Couté • 21 h 15: THE MOONLIGHT SWAMPERS, standards rock

LUNDI

11 h 15: KALEÏDES, musique et danse méditerranéennes • 13 h 30: LA BARRICADA TROPICAL, cumbia • 16 h 15: *Le Marécage des cygnes* par la troupe Les Moyens du Bord, opéra-bouffe • 17 h 45: BLUES NON STOP, blues.



Blue Beans

La Cité des Arts

De Chaplin à *Star Wars*, les petits secrets du son au cinéma - Rembrandt en personne explique sa peinture et son époque - Comment représenter le mouvement dans un tableau? - Initiez-vous à quelques notions de technique vocale - Faire un portrait et un collage cubiste - Beethoven, sourd, génie et révolutionnaire: une conférence ludique et interactive avec deux pianos - L'opéra n'a rien à envier au cinéma, conférence chantée et animée.

Ce ne sont que quelques-uns des nombreux et nouveaux sujets abordés à la nouvelle Cité des arts. Animations, ateliers de réalisation et discussions vous attendent.

Au détour des allées

- Les Gamm'elles (chorale)
- Pervin (musique turque et kurde)
- Les Snobs chantent Boris Vian
- Le Cirque Ühler
- La Chorale Églantine (chants de lutte)
- Blues non-stop (blues)
- Moonlight Swampers (country-rock)
- Bonnets M (disco et variétés)
- Katchke Goose (klezmer)
- Flying Goose Band (standards du jazz)
- That's All Folks (chansons américaines)
- La chorale Ça dénote (chansons françaises)
- Musique classique (violoncelle-piano)...

Tous les stands de la Fête

Place de l'Églantine

- Badges avenue (badges politiques et fantaisies)
- Cartes postales
- Kiosque à musique
- Sous les pavés... les pages (bouquiniste)
- Le ballon de la Fête

Allée de la Diane

- Mini-golf
- Bowling
- Tir à plomb (chantiers de l'Atlantique STX Saint-Nazaire)
- Tir à l'arc (Sanofi Vitry sur Seine)
- Halle aux jeux
- The Spark (USA)
- Old West Dinner
- Orienthe-vous (Allier)
- Podium Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

- Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- Le serpent à lumière
- Accueil Nord
- Chorba, thé, gâteaux (PSA Poissy Saint-Ouen)
- Aux moules
- Disques
- StarwArbalètes
- La mare aux canards
- Le manège enfantin
- Marionnettes
- Dessinateurs de presse
- Expo photos : Il y a 40 ans, le Portugal (photos de Gérald Bloncourt)
- Halle aux jeux du cèdre
- A vos pinceaux ! (Lorraine)
- Quiches et tartes lorraines (Sovab Renault)
- Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)
- Accueil Est
- Accueil Bourgogne
- La fondue
- Aux mollets d'acier
- Barbe à papa
- Jus de fruits - milkshakes
- A l'escargot
- Crêpes canadiennes (Compiègne)
- Bonbons (Hôpital Angers)
- Harengs de la Baltique (Angers)
- Mettez-vous au parfum
- Fraternité à la menthe
- Flammekueche (Strasbourg)

Esplanade du château

- Maffé
- UATCI (Afrique-UCI)
- Lutte Ouvrière Hôpitaux
- Simif Mücadelesi (Turquie-UCI)
- Café turc (Renault Flins)
- Breakfast-P'tit déjeuner du port
- Pizza, aïoli
- Soupe aux choux
- Accueil Sud-Est
- L'Internazionale (Italie-UCI)
- OTR (Haïti-UCI)
- Marmite haïtienne
- Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- Mur d'escalade
- Le cageot fol
- L'arbre aux singes (Angers)
- Indoustand (RATP)
- Ile de la Réunion
- La Guinguette
- Café gourmand de la Guinguette (CAF Paris)
- Barbouille
- Couscous
- Echecs et Marx ! (échecs, go, jeux de stratégie)
- Au temps de la Préhistoire
- Le bas fourneau
- Tir à la patate (Banque de France)
- Annoncez la couleur (RATP)
- Minéraux
- La coupe est pleine
- Accueil Champagne-Ardenne

Place Karl Marx

- Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace Lorraine)
- Dédicaces
- La terrine normande (CHU de Rouen)
- La Dolina (Solystic Bagneux)
- Accueil des tout-petits
- Seiche and'ouillette (Snecma Gennevilliers)
- Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- Comme un boomerang
- Accueil Le Mans-Chartres
- Sardines grillées

Allée de la libération des femmes

- Expresso café (Sanofi)
- Charlottes (La Poste Paris)

Exposition-photo de Gérald Bloncourt
Il y a 40 ans, le Portugal
 La misère et la dictature, l'émigration en France et les bidonvilles, la « révolution des œillets », en 1974.
 commentée par le photographe dimanche à 16h30

Esplanade du château

- Maffé
- UATCI (Afrique-UCI)
- Lutte Ouvrière Hôpitaux
- Simif Mücadelesi (Turquie-UCI)
- Café turc (Renault Flins)
- Breakfast-P'tit déjeuner du port
- Pizza, aïoli
- Soupe aux choux
- Accueil Sud-Est
- L'Internazionale (Italie-UCI)
- OTR (Haïti-UCI)
- Marmite haïtienne
- Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- Mur d'escalade
- Le cageot fol
- L'arbre aux singes (Angers)
- Indoustand (RATP)
- Ile de la Réunion
- La Guinguette
- Café gourmand de la Guinguette (CAF Paris)
- Barbouille
- Couscous
- Echecs et Marx ! (échecs, go, jeux de stratégie)
- Au temps de la Préhistoire
- Le bas fourneau
- Tir à la patate (Banque de France)
- Annoncez la couleur (RATP)
- Minéraux
- La coupe est pleine
- Accueil Champagne-Ardenne

Allée de la libération des femmes

- Expresso café (Sanofi)
- Charlottes (La Poste Paris)

Parcours dans les arbres

- Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- Jambon du Morvan
- Brico'LO (Orléans)
- Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- Accueil Tours-Angers-Poitiers-Cholet
- Dolce Vita
- Au partage des profruits
- Café Pâtisserie « le grain de folie » (Limoges)
- Le frondeur du Poitou (Châtellerauld)
- Salades gourmandes (Orléans)
- Gaufres picardes (Amiens)
- Fléchettes
- Accueil Bretagne - Normandie
- Tea break
- Workers'Fight (Grande Bretagne-UCI)
- Brochettes grecques (Air France)
- La coupe est pleine
- Accueil Champagne-Ardenne

Place du 7e Art

- Brick à l'œuf
- Bowling (La Poste Paris 14)
- Le temps des fraises (Services Financiers de La Poste Ile-de-France)
- Karaoké (Creil)
- Fraction L'Étincelle
- Amis de la Commune
- Workers'Liberty (Grande-Bretagne)
- Gauche Communiste
- Cafétéria du chapiteau scientifique
- OKDE (Organisation des Communistes internationalistes de Grèce)
- Socialist Fight (Grande-Bretagne)

Cité politique

- Brick à l'œuf
- Bowling (La Poste Paris 14)
- Le temps des fraises (Services Financiers de La Poste Ile-de-France)
- Karaoké (Creil)
- Fraction L'Étincelle
- Amis de la Commune
- Workers'Liberty (Grande-Bretagne)
- Gauche Communiste
- Cafétéria du chapiteau scientifique
- OKDE (Organisation des Communistes internationalistes de Grèce)
- Socialist Fight (Grande-Bretagne)

Esplanade des Sciences

- Expresso café (Sanofi)
- Charlottes (La Poste Paris)

Feu d'artifice
 devant le château
 dimanche 8 juin à la nuit tombée

Échec et Marx
 Samedi 17 h : partie d'échecs en aveugle contre le public
 dimanche 16 h : Jean-Philippe Karr, maître international, jouera en simultané contre 24 joueurs.

Pour les enfants, tout est prévu
 À la Fête, les enfants sont rois et peuvent se promener partout en toute sécurité. Ils profitent de nombreux jeux et animations : une « carte orange » gratuite permet de n'en rater aucun. Mais les parents doivent pouvoir se distraire aussi, en laissant leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés :

- **La Cité des jeunes**
 C'est une belle aire de pelouse et de sous-bois où les enfants trouvent tout pour être heureux : animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés. Le seul problème à la Cité des jeunes est de convaincre les enfants de la quitter !
- **La Garderie**
 Les bébés (au-dessus de trois mois) y sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.
- **Lâcher de ballons** : dimanche à 14h30 à côté du manège.

Nos amis les chiens
 Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête

ENTRÉE DE LA FÊTE
 Guichets
 Vente de cartes

Entrée handicapés

Spectaculaires
 Participants ou spectateurs, à vous de choisir parmi les animations proposées, nouvelles pour certaines : l'accrovoile ou comment monter sur les cordages d'un trois-mâts • les ballons bulles, ou comment se retrouver facilement la tête en bas • le fil tendu, ou comment être dangereusement en équilibre à 30 cm du sol...

l'Arboretum
 Un parcours botanique aménagé parmi plus de 110 espèces d'arbres. Plusieurs visites commentées, chacune d'environ 50 minutes, sont proposées :
 • L'arbre, quel être étonnant
 • Les différentes façons de reconnaître un arbre
 • L'arbre et les poètes
 • Les arbres voyageurs.
 Au pavillon de l'arboretum, une nouveauté : petites expériences sur les bois.

Les librairies
 La grande Librairie du château : plus de 1 500 titres différents, livres de poche, documents, témoignages, histoire du mouvement ouvrier, romans • La cité du Roman : des romans, récents ou classiques, par thème ou par pays • La librairie de la cité des Sciences • La librairie de la Cité politique : toutes les publications de LO • Les livres d'occasion : Sous les pavés, les pages • Les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti et d'ailleurs...

Pour camper
 Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit. Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la Fête mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

Forums-débats

- présentés par Lutte Ouvrière ou par les groupes de l'UCI

Le pouvoir de la finance - Le "patriotisme économique" - Le Front national - Les révolutionnaires et la Sécurité sociale - Opposition de gauche ou opposition ouvrière? - Temps de travail: des luttes ouvrières pour le diminuer à l'offensive patronale pour l'augmenter - L'Algérie de Bouteflika - La guerre au Mali - Obama et son assurance-maladie - Il y a 40 ans, la chute de la dictature au Portugal - Asie, le réveil de la classe ouvrière? - Ukraine: le piège du nationalisme - L'extrême droite en Europe - Turquie: du parc Gezi à la mine de Soma - Côte d'Ivoire - Égypte - Guadeloupe et Martinique - Italie: la marionnette Renzi.

Et à l'occasion du 100^e anniversaire de la Première Guerre mondiale

• La guerre: de bonnes affaires pour le patronat • Les USA dans la guerre • L'Italie dans la guerre impérialiste • Les Antilles et la réunion dans la guerre • Russie: les fraternisations au front • L'opposition à la guerre en Allemagne.

Dimanche à 13 heures au chapiteau Karl Marx avec les militants Lutte Ouvrière de l'automobile
Accords de compétitivité, réductions d'effectifs: riposter à l'offensive patronale

Dimanche 18 heures à la Cité politique
Débat Lutte Ouvrière-Nouveau Parti Anticapitaliste
«Face à l'offensive antiouvrière du gouvernement et du patronat, quelle opposition construire? Une opposition unitaire de gauche au gouvernement ou une force politique clairement sur une base de classe, communiste et évolutionnaire?»

- Aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

Samedi

Karl Marx

Julien Chuzeville, auteur de «*Militants contre la guerre 1914-1918*» • Jean Gavrilenko: la révolte des soldats russes à La Courtine en 1917 • Judith Magre, comédienne, lira des textes sur le droit des femmes à disposer de leur corps et leur combat • Pierre Merlet auteur de «*L'opposition communiste en URSS - Les trotskystes (1923-1938)*» • Claudine Rey et Sylvie Pepino, co-auteurs du «*Petit dictionnaire des femmes de la Commune - Les oubliées de l'Histoire*» • Mylène Stambouli, avocate, sur les problèmes des sans-papiers • Marc Peschanski: Comment l'industrie pharmaceutique pille la recherche publique.

Friedrich Engels

Julien Brygo, auteur du film photographique *Glasgow contre Glasgow*, après la projection • Jonathan Millet, réalisateur du film *Ceuta douce prison*, après la projection.

Dimanche

Karl Marx

Rémi Adam présentera le livre *L'ennemi principal est dans notre propre pays - recueil de textes (1914-1916) de militants internationalistes* • Anne Deffarges auteur de *La social-démocratie allemande sous Bismarck* sur l'opposition à la guerre impérialiste en Allemagne • Jean-Jacques Marie: son dernier livre *Béria, le bourreau politique de Staline* • Nicolas

Offenstadt, historien, auteur du livre *La Grande Guerre. Le Carnet du centenaire* • Alexis Spire, auteur de *Faibles et puissants face à l'impôt* • La Chorale: chants de lutte et d'espoir.

Friedrich Engels

Films ou documentaires: *Figures in the water*, sur la lutte contre un barrage en Turquie, suivi d'un débat avec le réalisateur Erkal Tulek • *L'autre façon d'être une banque*, sur la grève du Crédit Lyonnais en 1974, suivi d'un débat avec les protagonistes de cette grève • *Chalvet, la conquête de la dignité*, de Camille Mauduech, sur une grève des ouvriers de la banane en 1974 en Martinique, suivi d'un débat avec des militants de *Combat Ouvrier* • *Asie, le réveil ouvrier*, suivi d'un débat avec le réalisateur Michaël Sztanke.

Lundi

Karl Marx

Marie-Laure Dufresne-Castets (avocate) et Pascal Moussy (juriste du travail) Les licenciements baptisés départs volontaires par les nouvelles lois • François Graner, auteur du livre *Le sabre et la machette: officiers français et génocide tutsi* • Maurice Rajsfus, auteur de *La censure militaire et policière 1914-1918*.

Friedrich Engels

Le sel de la terre, d'Herbert Biemann, film sur une grève de mineurs mexicano-américains, suivi d'un débat avec Louisset Fareniaux.

À la cité des Sciences

• Débats

Samedi

• 14 h - Daniel Rousseau, pédiopsychiatre: «*Comment un bébé se connecte aux adultes*» • 15 h 30 - Francis Eustache, chercheur en neurologie: «*La mémoire et ses défaillances*» • 17 h 30 - Eric Baptiste, chercheur en biologie évolutive: «*Les gènes voyageurs, d'une espèce à l'autre, et l'évolution*» • 19 h - Guy Theraulaz, éthologue: «*L'intelligence collective des fourmis, termites, guêpes et abeilles*» • 20 h 30 - Philippe Zarka, astrophysicien: «*Dis-moi ton signe astrologique et... je ne te dirai pas qui tu es*».

Dimanche

• 12 h - Antoine Balzeau, chercheur: «*Le cerveau des hommes préhistoriques*» • 13 h 30 - Hervé Platel, neuropsychologue: «*Cerveau et musique*» • 16 h - René Frydman, "père scientifique" du

premier bébé-éprouvette: «*Les mille et une façons de concevoir un enfant*» • 17 h 30 - Marylène Patou Mathis, préhistorienne: «*Préhistoire de la violence et de la guerre*» • 19 h - Ronan Allain, paléontologue: «*Les dinosaures et autres animaux préhistoriques*» • 20 h 30 - Vincent Laget: «*Encore et à nouveau sur les pseudo-sciences*».

Lundi

• 10 h 30 - Marc Peschanski, biologiste, chercheur: «*Le XX^e siècle des neurosciences*» • 12 h - Jean-Pierre Lebreton, astrophysicien: «*Balade dans le système solaire*» • 13 h 30 - Dominique Bockelee-Morvan, astrophysicienne: «*La sonde Rosetta et la vie*» • 16 h - Cleo Bertelsmeier, chercheuse en écologie et évolution: «*Voyage et évolution au cœur des sociétés de fourmis*».

• Les mini-conférences

Les levures • le boson de Higgs • le Big Data • les fractales • les races • les ondes • l'ADN • les coïncidences • l'évolution • les médicaments • la vie • les mathématiques • l'astronomie arabe...

Plus de 30 exposés, de 45 mn chacun, sont programmés chaque jour.

• La roulotte de la science

Animations scientifiques itinérantes

Au Village Médiéval

Les gentes dames et les gentils damoiseaux pourront se restaurer aux stands Brochettes, Petit salé aux lentilles, Galettes saucisses, se désaltérer à la Buvette médiévale.

Ils et elles pourront assister chaque jour à deux pièces de théâtre: *Meurtre au château* et *Le Procès du cochon*. Les procès d'animaux étaient chose courante au Moyen Âge, cette année la troupe du Village médiéval jugera trois truies et un cochon!

Carrousel de la Connaissance

Sous un chapiteau tournant, un spectacle audiovisuel de 45 minutes

« Aux origines de la guerre de 1914 »

Au temps de la Préhistoire

Voyage sur les traces de nos origines, conférence autour d'une exposition avec Jean-Luc Piel-Desruisseaux, préhistorien.

Mais aussi:

- **Des ateliers:** allumer le feu - tailler le silex - chasser le renne - s'habiller avec des peaux - s'initier aux fouilles archéologiques - construire un tipi préhistorique
- **Des exposés:** les migrations préhistoriques - les crânes de nos ancêtres - histoire de l'histoire de l'Homme - la naissance de l'agriculture
- **Des conférences:** Jean-Luc Piel-Desruisseaux: La vie des hommes de la Préhistoire expliquée par leurs outils - Jean-Denis Vigne: L'Homme et l'animal, histoire d'une collaboration - Pascal Depaeape: Neandertal et nous - Colette Swinnen: La Préhistoire racontée aux enfants
- **Des reconstitutions:** un bas-fourneau en fonctionnement, les débuts de la métallurgie - un site de fouilles reconstitué

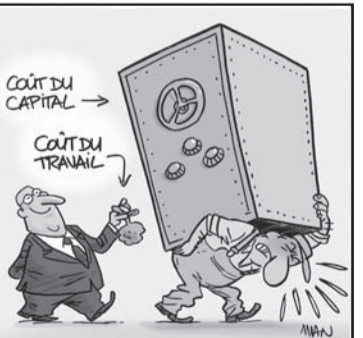
Cinéma

• 12 years a slave, de Steve McQueen: aux États-Unis, au 19^e siècle, un Noir affranchi réduit à nouveau en esclavage • 20 000 moujiks sans importance, de Patrick Le Gall: la répression de la révolte des soldats russes en France en 1917 • Adieu la vie, adieu l'amour, de Michel Brunet et Daniel Hennequin: les fusillés pour l'exemple de 14-18 • Capitaines d'avril, de Maria de Medeiros: la révolution des œillets de 1974 au Portugal • Grand central, de Rebecca Zlotovski: les conditions de travail dans une centrale nucléaire • Heimat, de Edgar Reitz: vers 1840, des milliers d'Allemands pauvres émigrent • Just the wind, de Bence Fliegauf: la chasse aux Roms en Hongrie • La cour de Babel, de Julie Bertucelli: une classe d'élèves non francophones • Le Pantalon, d'Yves Boisset: un soldat passe en conseil de guerre • Le procès de Bobigny de François Luciani • Les sentiers de la gloire, de Stanley Kubrick: les « fusillés pour l'exemple » de 1914-1918 • Rêves d'or de Diego Queimada Diez: de jeunes Guatémaltèques tentent de rejoindre les USA • The Lunchbox, de Ritesh Batra: une histoire d'amour et de cuisine, la vie quotidienne en Inde

Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets...

Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés. Conditions: 13 ans minimum, taille minimale 1,50 m, autorisation parentale obligatoire. Prix: 4 euros.



Exposition L'actualité vue par les dessinateurs de presse

• Espagne

Rejet de la politique antiouvrière de la droite et de la gauche gouvernementales

En Espagne les élections européennes ont été l'occasion de sanctionner la politique que mènent les partis qui se succèdent au pouvoir, le Parti populaire (PPE) et le Parti socialiste (PSOE). Ils ont semé le chômage, la misère et la régression sociale alors que, crise ou pas, les capitalistes et les banquiers ont leurs coffres-forts pleins. Les élections européennes ont été l'occasion pour des millions d'Espagnols de dire Basta.

Les résultats sont probants. Le PPE a perdu 16 % de ses voix par rapport à 2009, le PSOE baisse de 15 %. En revanche la coalition issue du PC, Izquierda Unida, fait un progrès spectaculaire et atteint les 10 %. Le nouveau parti « Podemos » qui se réclame du mouvement des Indignés a obtenu

1,2 million de voix et a cinq élus au Parlement européen.

Depuis plusieurs années, il y a en Espagne une agitation, des mouvements de protestations, une volonté exprimée de ne pas laisser faire. En mai 2011, le mouvement dit des Indignés se voulait apolitique. Néanmoins il a entraîné bien

des jeunes et moins jeunes sur le terrain de la contestation. Il y a eu des luttes pour répondre collectivement aux saisies d'appartements. Il y a eu des grèves éparses mais fermes malgré la passivité des syndicats. Il y a eu d'amples manifestations concernant le refus des coupes dans les budgets publics, ou contre les privatisations dans la Santé. Il y a eu aussi le 22 mars, une grande manifestation à Madrid avec des cortèges de travailleurs, de petites gens, d'enseignants venus de toutes les régions.

Toutes ces mobilisations et tous ces combats n'ont pas

changé le cours des choses, mais ont donné à beaucoup l'envie de dire tout haut ce qu'ils pensent et ce qu'ils condamnent. C'est cette volonté de ne pas se soumettre malgré les moments de découragement devant l'immobilisme des dirigeants politiques et la guerre de classe menée par le patronat, qui explique que des millions de voix se soient portées sur ceux qui ont pris le parti de contester.

Il est difficile de dire vers où ira cette aspiration. On connaît les retournements dont Izquierda Unida est capable quand il s'agit de faire

alliance avec le PSOE. Les perspectives tracées par Podemos ne mettent pas au premier plan la défense des intérêts de la classe ouvrière et la nécessité de renforcer son rôle dans les luttes sociales et politiques.

Mais, parce que le résultat de ces élections bouscule le bon déroulement des coups portés au monde du travail, aux chômeurs, aux jeunes, il peut ouvrir une voie à ceux qui veulent changer la société pour peu que des militants conscients du rôle que peut jouer la classe ouvrière s'engagent à ses côtés.

Henriette MAUTHEY

• Grande-Bretagne

Derrière la montée en force de l'UKIP

Deux choses auront marqué les élections européennes en Grande-Bretagne. D'une part une nouvelle montée de l'abstention, qui atteint 66 % – un record absolu. Et d'autre part, le fait que, pour la première fois dans un scrutin national depuis 1910, ce n'est pas l'un des deux acteurs du bipartisme institutionnel qui arrive en tête.

Le vainqueur du scrutin est l'UKIP, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, qui obtient 27,5 % des voix et 23 sièges. Les travaillistes suivent avec 25,4 % des voix et 18 sièges, puis les conservateurs avec 24 % et 18 sièges. Quant aux Parti libéral-démocrate, le partenaire minoritaire des conservateurs au pouvoir,

il est littéralement laminé, perdant la moitié de ses voix et 8 de ses 9 sièges.

Formé en 1993 par des dissidents du Parti conservateur opposés au traité de Maastricht, l'UKIP avait fait de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne son fonds de commerce.

En 2009, il avait déjà fait une

percée à l'occasion des élections européennes, arrivant en deuxième position avec 16,5 % des voix. Dans l'élection de cette année, à son nationalisme anti-européen, ce parti a ajouté une virulente campagne contre l'immigration. Cette fois-ci l'UKIP est parvenu à toucher des bastions ouvriers travaillistes, en particulier dans les régions les plus touchées par la crise.

Son succès a été porté par la démagogie des grands partis qui, pour faire passer leurs politiques d'austérité, ont accredité l'idée que la crise de

l'euro, et par extension l'Union européenne, étaient pour une bonne part responsables de la crise en Grande-Bretagne.

Ce sont également eux qui ont montré du doigt les immigrés en général, et les immigrés européens en particulier, en les accusant d'être responsables de la dégradation des services publics, de prendre les emplois des travailleurs anglais et de faire baisser le niveau général des salaires. Et les grands partis n'ont pas été les seuls à accrédi- ter ce genre de démagogie. Une partie des leaders syndicaux en ont fait autant avec des slogans

du genre : « Les emplois anglais aux travailleurs anglais. »

Mais il n'en reste pas moins que ce vote protestataire est une illusion. C'est ce qu'ont montré le jour même les leaders tant conservateurs que travaillistes en disant qu'ils avaient entendu le message des électeurs et qu'ils prêteraient une attention redoublée au « problème de l'immigration ». S'agissant de l'emploi, des bas salaires, de la dégradation des services publics et des mesures d'austérité en général, ils n'avaient rien entendu... bien sûr !

François ROULEAU

• Italie

Un concours d'illusionnistes

Dans ces élections la concurrence était rude. Il y avait Matteo Renzi, secrétaire du Parti démocrate (PD), conglomérat de démocrates chrétiens et d'ex-communistes. Président du Conseil depuis trois mois, Renzi annonce chaque jour ou presque une nouvelle réforme et déclare que grâce à son action l'Italie va sortir de la crise.

Il y avait également le Mouvement cinq étoiles de l'ex-comique Beppe Grillo sorti vainqueur des législatives de l'an dernier, en mettant à profit le climat antipoliticiens ambiant. Les scandales se répètent alors que la crise s'approfondit, que le chômage et la misère augmentent, mais le patronat transalpin réussit à en rejeter la seule faute sur les politiques. Dans ce climat de désorientation générale, Grillo s'en prend aux politiques, aux fonctionnaires, aux syndicats et aux ouvriers qui les suivent, et enfin maintenant à l'Europe.

Sur ce terrain, on trouvait encore Berlusconi, chef de Forza Italia, condamné pour fraude fiscale, déchu de ses droits civiques et envoyé faire des travaux d'intérêt général dans un

hospice près de Milan.

Mais sur le terrain de la démagogie, Renzi ne craint personne. Il a ajouté du concret aux discours en annonçant que, dès la fin mai, tous les travailleurs du bas de l'échelle auraient 80 euros de plus sur leur feuille de paye grâce aux déductions fiscales. Et qu'importe si ces 80 euros sont peu de chose comparés à tout ce que les travailleurs ont perdu du fait des politiques d'austérité, qu'importe aussi s'ils seront payés par de nouvelles restrictions budgétaires et suppressions de services publics. Renzi a pu les présenter comme l'amorce d'un changement.

Le résultat est là : le Parti démocrate sort vainqueur du scrutin du 25 mai, avec plus de 40 % des voix, et alors qu'il

y a plus de 40 % d'abstentions. Grillo avec 21,15 % est en recul et Forza Italia, avec 16,81 % des voix, enregistre son plus mauvais résultat. La Ligue du Nord, elle aussi devenue anti-européenne et décidée à s'apparenter avec le Front national lepeniste, réussit à progresser un peu avec 6,5 % des voix.

Avant comme après les élections, pour les classes laborieuses d'Italie, tous les problèmes restent. Depuis trois mois Renzi a lancé ce qu'il nomme le « jobs act », une remise en cause du code du travail censée déboucher sur la création d'emplois. Elle ouvre surtout la voie à la précarité généralisée : l'embauche en CDI se fera après trois ans de contrats précaires, renouvelables cinq fois. Des réductions d'effectifs dans la fonction publique sont également annoncées, avec la possibilité de licencier les fonctionnaires...

André FRYS

• Au sommaire de LUTTE DE CLASSE

N° 160 (mai-juin 2014)

- Élections européennes : intérêt et limites des campagnes électorales pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

- Rachat d'Alstom : les bonimenteurs du patriotisme économique

- Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires

- Avec la crise, le mal-logement et la cherté du logement s'étendent

- Les révolutionnaires et la défense de la Sécurité sociale

- Hollande et la « Françafrique » : une présence militaire accrue pour renforcer la domination impérialiste

Annexes

- Affiche apposée sur les panneaux électoraux

- Affiches slogans

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro

• Budget militaire

La grande muette se fait entendre

Pour mettre le feu aux poudres, une simple rumeur a suffi, selon laquelle le ministère des Finances, dans sa quête aux 50 milliards promis au patronat, envisagerait de donner un léger coup de rabot au budget militaire.

Aussitôt les chefs des trois armées (terre, air, mer) ainsi que le chef d'état-major des armées ont balancé par-dessus bord leur prétendue obligation de réserve et menacé de démissionner en bloc en cas de coupe budgétaire. Immédiatement, un avocat s'est proposé pour plaider leur cause: Le Drian, ministre de la Défense. Le message a été reçu cinq sur cinq par Valls, qui, à son tour, s'est solidarisé avec l'état-major, rappelant que Hollande s'est engagé à

plusieurs reprises à « sanctuariser » le budget militaire.

La droite et l'extrême-droite font naturellement partie du chœur des pleureuses. « À moins de 31,4 milliards d'euros, la France ne peut plus afficher un niveau de défense suffisant », s'est lamenté Xavier Bertrand, tandis que dans un communiqué le Front national crie au « démantèlement de notre appareil de défense ». Ce n'est guère étonnant de la part du FN qui entend « sanctuariser le budget de la Défense en insérant dans la Constitution un article interdisant au gouvernement de baisser ce budget sous la barre des 2 % du PIB ».

Les industriels de l'armement ne manquent pas de serviteurs. Mais comme on n'est jamais si bien servi que par



soi-même, les dirigeants de Dassault Aviation, de la DCNS (construction navale), Airbus, MBDA (missiles), Nexter (ex-GIAT industries), Safran et Thales ont, selon *Le Figaro*, « littéralement pris d'assaut le ministère de la Défense ». Ils ont alerté Hollande des conséquences « dramatiques » – pour leurs profits s'entend – d'une réduction éventuelle du budget militaire. Pour

tous ces gens, on peut toucher aux retraites, aux salaires des fonctionnaires, à la santé et autres services publics – ils s'en moquent éperdument. En revanche, qu'à peine une égratignure soit envisagée au budget militaire et c'est l'union sacrée pour que les généraux gardent leurs joujoux meurtriers et les industriels leurs profits.

Jean SANDAY

• Électricité

Les industriels servis directement

Sur la facture d'électricité des 8,1 millions de ménages abonnés au tarif régulé, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) estime qu'EDF a bénéficié l'an dernier d'un trop perçu de 187 millions d'euros. La CRE a prévu que les usagers soient remboursés non pas de la totalité de ce qui leur est dû, mais d'une partie seulement, le reste devant servir à diminuer de moitié la part transport de la facture des entreprises qui consomment beaucoup d'électricité... sous prétexte de renforcer leur compétitivité.

Les particuliers vont ainsi financer une ristourne pour les gros industriels du ciment, de la chimie, du papier, de l'aluminium etc., pour une somme que le journal *Le Parisien* chiffre à 100 millions d'euros.

À une question portant sur

le montant exact de cette ristourne, Philippe de Ladoucette, le président de la CRE, nommé en 2011 par Sarkozy, ne s'est pas gêné pour répondre: « Je ne vous le dirai pas. Ce n'est pas transparent et il n'y a aucune raison que ce le soit, c'est comme ça. Je ne vois pas pourquoi on donnerait des éléments qui concernent les entreprises et leur compétitivité. » Effectivement, il est rare que les détresseurs rendent public le montant de leur larcin. Quant aux véritables assistés que sont les heureux patrons bénéficiaires, ils ne vont pas non plus dire de combien leur bénéfice va augmenter.

Tout cela donne plutôt envie de couper le courant, non pas aux familles ouvrières qui ont du mal à payer leurs factures, mais aux actionnaires et aux autorités qui leur permettent de s'enrichir.

Lucien DÉTROIT

• Réforme du livret A

Promesse enterrée

Pendant la campagne électorale de la présidentielle, le candidat Hollande avait promis de doubler le plafond du livret A. L'objectif affiché était d'accélérer la construction d'HLM dont le financement se fait en partie grâce à l'épargne populaire. Cela ne coûtait rien au patronat mais permettait au candidat du Parti socialiste de faire mine de se préoccuper du sort des millions de mal-logés.

Dès les lendemains de l'élection, devant les réticences des banquiers peu intéressés par l'affaire, le gouvernement Ayrault avait choisi d'étaler dans le temps le doublement du plafond du livret A. Il semble désormais que le gouvernement a décidé d'y renoncer. Dans les prétextes avancés, outre le fait que bien peu de ses détenteurs

atteignent le plafond actuel, Bercy affirme que « les HLM n'ont pas besoin de nouveaux financements ». Effectivement, à partir du moment où l'État a abandonné la perspective de construire les centaines de milliers de logements accessibles aux classes populaires qui manquent aujourd'hui, la hausse des financements n'est plus nécessaire.

Mais l'argent des épargnants ne sera pas perdu pour tout le monde. Sapin, le ministre des Finances, voudrait qu'il soit réorienté vers les entreprises. Ainsi, l'argent mis de côté par de petits épargnants, qui servait au moins un peu à répondre aux besoins pressants des mal-logés, ira grossir les fonds des banques et des entreprises riches à milliards, les aidant à se lancer dans de nouvelles spéculations.

Gilles BOTI

• Frais hospitaliers

Une note pouvant être salée

L'Observatoire citoyen des restes à charge en santé a publié un rapport sur le prix de l'hospitalisation pratiqué en France. La note s'avère élevée: 511 euros par séjour en moyenne restent à la charge du patient. Même avec une complémentaire santé, qui paie une bonne partie de cette note, il faut tout de même déboursier une moyenne de 26 euros par jour.

Cet Observatoire a été créé en 2013 par Santéclair, une filiale de divers assureurs proposant des complémentaires santé, en collaboration avec le magazine *60 millions de consommateurs* et un collectif d'associations intervenant dans le secteur de la santé. Il est chargé d'étudier – et de porter à la connaissance du public – l'évolution des dépenses de santé non remboursables par l'Assurance-maladie.

Outre la facture moyenne, en hausse constante ces dernières années, l'Observatoire a aussi mis en évidence des disparités de tarifs très importantes entre les hôpitaux. Les frais d'hospitalisation, qui comportent le ticket modérateur, les honoraires payés aux professionnels de santé et le forfait journalier pour l'hébergement, peuvent varier du simple au sextuple selon l'hôpital (de 360 euros à 2 230 euros par jour)! Pour chaque hôpital, ces frais d'hospitalisation sont calculés à partir du « tarif journalier de prestation » (TJP) établi par le directeur, et c'est ce tarif qui varie énormément et a eu une fâcheuse tendance à augmenter, parfois fortement.

Il s'avère que ce TJP est devenu au fil des années une véritable variable d'ajustement budgétaire permettant de compenser en partie d'importants frais de construction ou de fonctionnement, un manque d'activité générant des rentrées d'argent insuffisantes, etc. Le TPJ est théoriquement contrôlé par les ARS (Agences régionales de la santé), mais, dans les faits, il semble que les directeurs d'hôpitaux ont toute latitude pour établir leurs tarifs.

Cette situation peut conduire à des situations dramatiques quand des patients sans mutuelle se voient présenter une facture de plusieurs milliers d'euros, totalement à leur charge. Pour ceux qui disposent d'une complémentaire santé, la note paraît moins salée car elle est prise presque totalement en charge par cette dernière. Mais ce sont tout de même tous les patients qui paient au final, les assurances privées et les mutuelles de santé augmentant régulièrement les cotisations pour couvrir ces frais.

Valérie FONTAINE

Quand Pôle emploi licencie...

Pôle emploi, dont on pourrait espérer qu'il donne l'exemple et refuse d'avoir des employés en emploi précaire, vient de se faire épingle par les Prudhommes pour « abus de contrats précaires » et « licenciement

sans cause réelle et sérieuse ».

Une employée de Pôle emploi vient de gagner à ce titre 23 000 euros de dommages et intérêts. Pendant quatre ans, elle avait enchaîné les contrats aidés par l'État puis avait été

débarquée malgré des promesses de titularisation.

Pôle emploi, qui a l'habitude de prescrire des contrats aidés aux entreprises, n'hésite pas à en profiter. Résultats: en Ile-de-France, 9 % de ses employés

sont en situation précaire. Leur travail consiste à aider les chômeurs à trouver un emploi, alors qu'eux-mêmes ne sont pas sûrs de garder le leur!

J. F.

• PSA – Poissy (Yvelines)

Une politique pourrie peut en cacher une autre

La presse a confirmé, jeudi 22 mai, que la nouvelle Citroën C3 ne sera pas produite à Poissy. Pour beaucoup de travailleurs, la nouvelle a été ressentie comme une menace de plan de suppressions d'emplois sur le site de Poissy, où travaillent aujourd'hui 5 700 salariés en CDI et 400 intérimaires.

La direction a répondu par voie de presse que « le remplacement de la C3 n'est absolument pas prévu » et que « la pérennité du site de Poissy n'est pas remise en cause ». Comment la croire ! Les 600 travailleurs d'Aulnay aujourd'hui à Poissy sont là pour rappeler les mensonges de Varin, l'ex-PDG de PSA, qui déclarait publiquement qu'aucun projet de fermeture n'était prévu alors que des documents officiels rendus publics par la CGT démontraient le contraire. Depuis, Varin a été remplacé par Tavares, mais la direction continue à s'attaquer aux emplois. L'État français, entré au capital de PSA à hauteur de 14 %, serait cette fois directement complice et responsable des décisions prises dans le secret du conseil d'administration.

Depuis plusieurs années déjà, PSA a mis en concurrence Poissy et Trnava (en Slovaquie) pour fabriquer la C3 et la 208.

Mais les travailleurs de Poissy et de Trnava, eux, ne sont pas des concurrents. Face à PSA, ils sont des alliés. Du travail, il y en a pour tout le monde si on freine partout les cadences et si on répartit le travail entre tous les sites. Et ce n'est pas l'argent qui manque. Tout récemment encore, l'augmentation de capital du groupe a rapporté plus de 3,5 milliards d'euros à PSA. La famille Peugeot, dont l'immense fortune n'est plus à démontrer, va encaisser 95 millions d'euros de bonus sans même lever le petit doigt.

Dans sa recherche de suppressions d'emplois, la direction de PSA agit usine après usine. À Mulhouse, elle projette de faire passer l'usine de deux à une ligne de production. À Borny et Trémery, deux usines près de Metz, elle vient d'annoncer 160 suppressions d'emplois. À Rennes, c'est le passage de tous les salariés en une équipe avec un chômage



Pendant les quatre mois de grève des travailleurs d'Aulnay, ceux de Poissy se sont mobilisés en solidarité avec leurs camarades. Ici devant l'usine Renault Flins.

tournant accentué.

Vendredi 23 mai, Tavares était en visite à Poissy. À l'appel de la CGT, des travailleurs ont protesté contre les menaces de suppressions d'emplois et de licenciements. En équipe d'après-midi, un débrayage de plus d'une heure a

regroupé plus de 120 travailleurs. Un autre a également eu lieu en équipe de nuit. Une première réaction qui en appelle d'autres.

Les travailleurs de PSA vont donc devoir engager un nouveau bras de fer avec PSA, à Poissy et à l'échelle du groupe.

Car c'est bien à l'échelle du groupe, par leur nombre et leur mobilisation commune, que les travailleurs peuvent mettre en échec cette politique de profiteurs et d'exploiteurs.

Correspondant LO

• La Poste – Île-de-France

Rassemblement de soutien contre les sanctions

La direction de La Poste menace de sanctions allant jusqu'au licenciement des postiers de la région parisienne, à la suite d'actions qui se sont déroulées depuis trois mois dans les Hauts-de-Seine ainsi qu'à Paris. Au prétexte d'insultes, d'intrusion ou d'entrave au droit du travail, certains ont même été convoqués par la police.

C'est pour réclamer l'embauche d'une salariée en CDD qu'une grève a commencé, d'abord à Rueil-Malmaison début février. Depuis, le mouvement, regroupant des dizaines de grévistes, a touché plusieurs bureaux de poste des Hauts-de-Seine. Puis les revendications ont été élargies pour réclamer aussi l'arrêt des suppressions d'emplois et une prime de vie chère.

Les postiers grévistes ont fait plusieurs actions dans différents bureaux et différents bâtiments administratifs de La Poste. La direction a pris prétexte de certaines de ces

actions pour menacer de sanctions lourdes au moins neuf postiers, sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement. La direction a également déposé plainte, ce qui a entraîné la convocation par la police de cinq grévistes, dont quatre ont été maintenus en garde-à-vue pendant plusieurs heures mercredi 21 mai. En réaction, les grévistes ont organisé le jour même un rassemblement de soutien devant le commissariat du 19^e arrondissement où les postiers étaient convoqués.

Plusieurs centaines de personnes sont venues les soutenir le matin pour les accompagner au commissariat, et le soir pour réclamer la libération de ceux qui étaient encore en garde-à-vue. Il y avait des postiers du 92 et de Paris, ainsi que des militants syndicaux de SUD et de la CGT, des militants syndicaux de l'Éducation nationale et des étudiants. Plusieurs militants d'organisations politiques ont pris la parole, dont Olivier Besancenot du NPA, un

représentant du PCF, et un du Parti de Gauche.

Armonie Bordes est intervenue pour Lutte Ouvrière. Elle a dénoncé les attaques de La Poste et rappelé que, face à toutes les attaques patronales contre les grévistes et les militants syndicaux, c'est l'ensemble des travailleurs qui doit se sentir visé. Et elle a conclu qu'à force de coups portés, il y aura tôt ou tard une sanction de trop qui provoquera une réaction de l'ensemble de travailleurs de La Poste et d'ailleurs. Malgré la pluie battante, la mobilisation était réussie.

Faisant suite à ce rassemblement, les syndicats SUD et CGT ont déposé un préavis de grève pour le vendredi 30 mai. Ils appellent à un autre rassemblement devant la direction de La Poste de Paris DOTC Nord, entre autres pour défendre une militante du syndicat SUD qui passe en conseil de discipline avec une menace de licenciement à la clef.

Correspondant LO

• La Poste – Fleury-les-Aubrais (Loiret)

Cinq jours de grève contre les suppressions de postes

Mardi 20 mai, une vingtaine de facteurs de Fleury-les-Aubrais se sont mis en grève pour protester contre douze suppressions de postes, sur la trentaine de facteurs et la cinquantaine de postiers que compte le centre.

La direction veut profiter du déménagement du centre au mois de juin pour supprimer sept postes de facteur et cinq à la « cabine », un petit service de tri. Ce sera des chômeurs en plus, mais aussi une dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent, avec des tournées plus longues et une plus grande flexibilité.

Du mardi au samedi, les grévistes se sont retrouvés chaque matin au piquet de grève pour reconduire le mouvement. Ils se sont aussi rendus sous les fenêtres de la direction à La Source pour faire entendre leur colère.

Grâce à l'armada de cadres appelés en renfort, les plis électoraux ont été à peu près distribués, comme La Poste en a l'obligation, mais cela s'est fait en partie au détriment du reste du courrier. Des intérimaires ont aussi été appelés en renfort.

Pourtant, à chaque fois que du personnel supplémentaire a été demandé, la direction s'est refusée à embaucher en fixe. D'ailleurs un des slogans criés par les grévistes était : « Des embauches pour les CDD. »

La direction, espérant intimider les grévistes, a fait appel à des huissiers pour faire constater un délit d'entrave. Le directeur, alors qu'il offrait des croissants aux postiers qui travaillaient, s'est permis d'ironiser : « C'est autre chose que je vais distribuer à ceux de dehors », en parlant des assignations au tribunal. Mais les grévistes, de leur côté, ont fait constater par l'inspection du travail que la direction ne respecte pas la réglementation du travail, en embauchant des intérimaires pour briser la grève ! Au bout du compte, la direction, par ses menaces et son mépris, n'a réussi qu'à alimenter la colère des grévistes.

Si la direction cette fois n'a pas cédé, les postiers sont fiers d'avoir relevé la tête et montré leur refus des dégradations que la direction veut leur imposer.

Correspondant LO

• MyFerryLink

Les salariés dans la tempête de la concurrence

Les 600 salariés de la compagnie MyFerryLink (traversée Calais-Douvres, 500 en France, 100 en Angleterre) sont menacés de perdre leur travail. L'Autorité britannique de la concurrence interdit aux ferries de la compagnie d'accoster à Douvres. Ce jugement risque de s'appliquer d'ici à la fin de l'année.

MyFerryLink est une société coopérative et participative (scop) créée il y a deux ans, lorsque l'État français a coulé SeaFrance (la SNCF en était l'actionnaire principal) avec ses 1 000 salariés. Eurotunnel a racheté les ferries de SeaFrance et les loue à la scop. Mais la commission de la concurrence britannique considère que l'ensemble Eurotunnel-MyFerryLink dépasse maintenant les 50 % de parts de marché et fausserait la concurrence dans le marché du trafic transmanche que

se disputent aussi les compagnies Louis-Dreyfus-DFDS et P&O.

La maire UMP de Calais, le député PS et l'ancien maire PC de Calais, ont accusé « les Anglais » de vouloir faire la loi en France et de détruire l'emploi ! Le secrétaire d'État aux Transports, Frédéric Cuvillier, a dénoncé cette « décision injuste », et proclamé qu'il allait la contester auprès de son homologue anglais. La maire voudrait même emmener une délégation protester à Londres.

Quelle hypocrisie, alors que l'État français, sous la responsabilité de l'UMP et du PS, a supprimé de nombreux emplois avec le sabordage de SeaFrance, bien avant que la commission de la concurrence britannique ne menace MyFerryLink !

Les travailleurs de MyFerryLink, inquiets à juste titre, ne peuvent faire confiance à aucun de ces politiciens pour se défendre ; ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leur détermination. Et pour être plus forts, il faudra que se regroupent les salariés du transmanche, qui ont des intérêts communs même s'ils ont des patrons différents.

Correspondant LO

• Technicolor – Rennes

Débrayages sur les salaires

Depuis le jeudi 15 mai, plusieurs débrayages ont eu lieu à l'occasion des réunions de négociation sur les salaires. Ces débrayages rassemblent à chaque fois une centaine de salariés sur les 500 que compte le centre. Ce ne sont pas toujours les mêmes qui y participent, témoignant par là du mécontentement sur les salaires.

L'année dernière, près de deux cents travailleurs du centre de Rennes n'ont pas eu d'augmentation du tout, et beaucoup d'autres moins de 1 %. À l'autre bout de l'échelle en revanche, les rémunérations explosent. Les quelques

dizaines de cadres dirigeants du groupe ont des augmentations à deux chiffres, comme le PDG, dont le salaire a augmenté de 70 % l'an dernier. Visiblement, Technicolor est une affaire rentable. En témoignent les quelque 280 millions d'euros que le groupe a payés l'an dernier aux banques au titre du remboursement anticipé et des taux d'intérêts de la dette.

L'austérité salariale prêchée par des cadres dirigeants, qui eux sont bien servis, devient de plus en plus insupportable à nombre de travailleurs. De plus, les salariés viennent de découvrir que l'an dernier la

direction a alloué aux augmentations de salaire un budget plus important qu'initialement annoncé. Or, la politique salariale étant presque entièrement individualisée, la plupart d'entre eux n'en ont pas vu la couleur, d'où un fort sentiment d'injustice.

Les travailleurs qui se mobilisent réclament une augmentation de 200 euros par mois garantie à chacun. C'est leur façon de refuser le diktat patronal, de relever la tête et d'opposer la lutte collective à l'individualisation voulue par le patron.

Correspondant LO

• Les Cars d'Orsay (Essonne)

Chauffeurs en lutte

L'entreprise Transdev-Cars d'Orsay permet aux habitants des Ullis et des environs de se rendre au RER B. Elle permet aussi à des centaines de salariés de se rendre dans une des plus grandes zones d'activité d'Île-de-France et sur le plateau de Saclay.

Les 200 chauffeurs des Cars d'Orsay sont en grève à 70 %. Depuis plus d'une

semaine maintenant, aucun bus ne sort des dépôts de Marcoussis et Villebon-sur-Yvette. Les grévistes se battent contre une baisse de revenu qu'ils estiment à 200 euros par mois en moyenne. Ils demandent aussi une amélioration de leurs conditions de travail. Avec les amplitudes horaires, « nous ne pouvons plus avoir une vie de famille normale »,

déclare un gréviste, et les horaires sont tels que cela oblige à « être hors-la-loi sur la route en allant trop vite ».

Transdev est une holding à 50 % de la Caisse des dépôts et consignations et à 50 % de Veolia. D'après un responsable CGT du site, les profits de l'entreprise sont estimés à 28 millions d'euros. Transdev peut payer.

Correspondant LO

• 3 juin, manifestation des retraités

Halte aux attaques sur les retraites

Le mardi 3 juin, l'ensemble des confédérations syndicales appelle les retraités à une manifestation nationale à Paris, à 11 heures, place Joffre, derrière la Tour Eiffel. Sauf la CFDT, sans doute par crainte des huées de retraités n'ayant pas oublié que cette confédération a soutenu le gouvernement dans ses attaques contre les retraites en octobre dernier : passage de 41,5 à 43 années de cotisations pour avoir droit à une pension complète, report et gel des revalorisations des pensions CNAV et complémentaires.

Les retraités ont mille fois raison de descendre dans la rue. Ces 15 millions de travailleurs âgés voient de plus en plus leur pouvoir d'achat amputé, certains tombant dans la misère. D'après la CGT, la pension moyenne (de base et complémentaire) est de 1 550 euros pour les hommes et de 899 euros pour les femmes. Quatre millions de retraités ayant des pensions de misère sont secourus par des allocations sociales, minimum contributif pour ceux ayant cotisé

tous leurs trimestres ou minimum vieillesse à 792 euros par mois pour ceux qui n'ont pas une carrière complète.

Dernièrement, le gouvernement a instauré une nouvelle taxe de 0,30 % sur les retraites imposables et il a maintenu la mesure de Sarkozy supprimant la demi-part d'exonération fiscale pour les retraités ayant élevé seuls un ou des enfants.

Cette manifestation de retraités devient pour les confédérations syndicales un rituel annuel. Sous prétexte de revendications spécifiques, elles saucissonnent les appels à la grève et aux manifestations. Le 15 mai appel à la grève pour les fonctionnaires, le 22 mai pour les agents de la SNCF, le 3 juin manifestation pour les retraités... et demain une marche à part pour les chômeurs ?

Les attaques gouvernementales concernent tous les travailleurs, qu'ils soient salariés, chômeurs ou retraités, c'est donc tous ensemble qu'il faut riposter.

Louis BASTILLE

• Pénibilité

Les patrons ne paieront pas

Les employeurs sont censés financer le « compte pénibilité » prévu par la réforme des retraites de 2013. Il doit permettre aux salariés exposés à des conditions de travail réduisant leur espérance de vie de partir un peu plus tôt. Le gouvernement socialiste avait mis en avant cette mesure pour tenter de justifier une réforme qui dégradait les conditions d'existence des vieux travailleurs et allongeait notamment la durée de cotisation exigée pour partir à taux plein. Cela avait également permis à la CFDT de présenter cette réforme comme « équilibrée » et de la soutenir. Il s'avère aujourd'hui que le patronat va être dispensé de payer pour ce fameux compte dont la mise en place doit intervenir en janvier 2015.

La cotisation générale de 0,2 % qu'auraient dû régler toutes les entreprises ne sera pas perçue les premières années, sans doute jusqu'en 2017. La surcotisation pour les seules entreprises imposant à leur salariés des conditions pénibles ne s'appliquera pour sa part qu'à partir de 2016. Elle devait se situer dans une fourchette comprise entre 0,6 % et 1,6 % de la masse salariale, mais sera beaucoup moins élevée les premières années a fait savoir le ministère.

Les patrons pourront ainsi continuer à exploiter leurs travailleurs dans des conditions qui les tuent à petit feu, ce qui est déjà un scandale, mais ils n'auront même pas à payer pour cela. Encore un cadeau du gouvernement socialiste !

Daniel MESCLA

• SNCF

Succès de la manifestation du 22 mai

Et après ?

La manifestation organisée à Paris, le 22 mai, par les syndicats CGT, SUD et FO, a été un succès qui prouve le mécontentement des cheminots. L'importante participation a été d'autant plus notable que les organisations syndicales n'appelaient pas à la grève au niveau national, laissant aux équipes locales le choix de couvrir les grévistes par un préavis.

Les syndicats appelaient à manifester contre le projet de réforme ferroviaire qui doit être examiné au Parlement à partir de la mi-juin. Cette réforme est la version SNCF des plans d'attaque que connaissent les travailleurs de toutes les grandes entreprises : éclatement du personnel en trois entreprises distinctes et objectif annoncé de revoir à la baisse l'ensemble de la réglementation du travail (repos, amplitude de travail, etc.) au travers d'une nouvelle convention collective.

À grand renfort de réunions, de papier glacé et de mobilisation des chefs, la direction tente depuis des mois de convaincre le personnel de la nécessité de cette réforme afin, dit-elle, d'être compétitif face à l'arrivée de la concurrence dans

le transport voyageurs prévue pour 2019. Eh bien, le succès de cette journée prouve déjà que son baratin ne passe pas.

Cette réforme s'ajoute à l'ensemble des attaques qui frappent les cheminots comme tous les travailleurs. Les salaires sont quasi bloqués. Depuis 2007, la productivité par cheminot a augmenté de 30 %. Dans tous les secteurs, la charge de travail augmente alors que le personnel diminue. Le budget de la SNCF prévoit encore 2 500 suppressions d'emplois en 2014. Les départs en retraite ne suffisent plus à calmer son appétit insatiable de suppressions d'emplois, la SNCF vient de mettre au point un plan de départs volontaires, qui peuvent parfois s'apparenter à des licenciements déguisés.



Les cheminots sont donc bien confrontés aux mêmes offensives que le reste du monde du travail. Qu'ils répondent présent même à une journée isolée montre leur mécontentement, mais aussi le rôle important qu'ils pourraient jouer dans la remobilisation du monde du travail. Par leur nombre, leur concentration, leur présence à l'échelle de tout le territoire, ils pourraient populariser des luttes, œuvrer à les généraliser.

En tout cas, telle devrait être la tactique des organisations syndicales : s'appuyer sur les secteurs les plus combatifs pour tenter d'en entraîner d'autres. Mais nulle part, et pas même en paroles, les organisations syndicales n'affichent une telle volonté de la nécessité d'une telle contre-offensive. À aucun moment, elles ne tentent de relier les attaques contre les cheminots à celles qui frappent l'ensemble des travailleurs.

Il est toutefois possible qu'elles appellent à de nouvelles actions, à l'occasion du dépôt du projet de loi sur la réforme. Quelles que soient les limites que voudront donner les directions des organisations syndicales à ces actions, il faudra s'en emparer pour leur donner le maximum de retentissement et hâter le début d'une véritable riposte ouvrière au gouvernement et au patronat.

Christian BERNAC

• Ateliers d'Armançon – Semur-en-Auxois (Côte-d'Or)

Une semaine de grève pour les salaires, la fierté en prime

Le lundi 12 mai, environ 180 ouvrières des Ateliers d'Armançon, usine de maroquinerie où elles sont 600 à travailler, ont décidé d'entamer une grève pour réclamer une augmentation de salaire de 5%, un treizième mois et l'obtention de trois jours de congé « enfant malade » par an.

Si la grève a démarré à la suite des négociations salariales annuelles, elle en a vite dépassé le cadre. Devant le refus obstiné de la direction, la contestation s'est étendue. Les ouvrières ont été chaque jour de plus en plus nombreuses devant l'usine. En organisant un piquet de grève, en bloquant les livraisons des camions malgré l'intervention des gendarmes, en prévoyant des débrayages quotidiens, et tout simplement par leur dynamisme,

elles ont réussi à entraîner quelques collègues de l'usine de Saulieu toute proche, appartenant au même groupe. Au plus fort de la grève, environ 250 grévistes, principalement de jeunes ouvrières, se sont réunies devant l'usine pour crier leur colère.

Colère de travailler chez le premier sous-traitant européen de la maroquinerie de luxe, au chiffre d'affaires de 100 millions d'euros par an, et de se voir systématiquement refuser

une vraie augmentation. « On bosse pour Chanel, Vuitton, Cartier. Chaque sac vaut plusieurs milliers d'euros, il m'en passe 500 entre les mains dans la journée, et on devrait se contenter de 25 euros de plus par an ? Il rêve ! », s'indigne une ouvrière. Colère aussi contre l'arrogance avec laquelle on répond à leurs revendications. Yann Thomas, arrière-petit-fils du fondateur du groupe Maroquinerie Thomas qui possède ces usines, accueilli à bras ouverts dans l'usine de papa au sortir de son école de commerce, en est aujourd'hui le directeur. « Il nous a dit : c'est vrai les filles, je perds 75 000 euros par jour de

grève, mais j'ai une enveloppe de 300 000 euros pour tenir le coup ! », dénonce une ouvrière. « Avec ça, il aurait déjà pu nous augmenter de 4 % ! » Et c'est avec le même cynisme qu'il a annoncé, après une semaine de grève, que sa proposition d'augmentation passait de 2,1 % à 0 %, avant de déclarer dans la presse : « Le dialogue n'est pas rompu et les choses rentrent dans l'ordre » ! Le procédé est clair et dégoûtant, il s'agit de diviser les ouvrières en rendant les grévistes responsables de cette nouvelle attaque.

La grève a été suspendue lundi 19 mai, mais ses organisatrices prévoient de nouveaux

débrayages dans la semaine. Le gros des grévistes de la semaine a repris le travail, la tête haute et fières de s'être battues.

Les ouvrières des Ateliers d'Armançon garderont en tête cette semaine de lutte, et pourront recommencer dès qu'elles le jugeront nécessaire. « De toute façon, à partir de maintenant, il aura un noyau dur contre lui, les heures supplémentaires, les samedis travaillés, on ne va plus rien laisser passer. Il va se souvenir de l'année 2014 ! », conclut une ouvrière. Et, de fait, malgré le résultat des négociations de salaire, cette reprise avait un goût de victoire.

Correspondant LO

• Communaux de Reims

On a eu nos sous !

Les agents communaux de la ville de Reims avaient eu la désagréable surprise de voir la rémunération des astreintes baisser au mois d'avril. La raison invoquée était que la somme appliquée jusqu'à présent, et négociée il y a des années, était en réalité

supérieure au taux défini par décret pour la fonction publique territoriale.

Les agents communaux concernés par les astreintes se sont donc mobilisés. Lundi 19 mai, le conseil municipal dirigé par la nouvelle équipe de droite résonnait du slogan

des travailleurs : « On veut nos sous ! » Deux jours plus tard, une nouvelle mobilisation a eu lieu. Un paquet cadeau de « fête des maires » contenant les portables d'astreintes a été déposé à l'hôtel de ville par les grévistes présents.

Les revendications ont été

aussitôt satisfaites, avec engagement écrit : le montant pratiqué jusqu'ici serait maintenu, charge à l'administration de se débrouiller pour que cela rentre dans un cadre légal. Quant aux sommes non versées, elles seront rattrapées au plus tard fin juillet.

La veille encore, le maire et la présidente de l'agglomération se répandaient dans la presse sur « l'illégalité » du paiement au montant pratiqué jusque-là. Comme quoi, la légalité, c'est très relatif devant un rapport de force qui change...

Correspondant LO

• Ukraine

Un président élu au son du canon

L'élection du nouveau président ukrainien était attendue avec impatience par toute la classe dirigeante du pays, ses privilégiés et leurs protecteurs occidentaux. Alors que l'appareil d'État s'est délité, que la Crimée est passée avec armes, flotte et bagages au voisin russe et que deux grandes provinces de l'Est ont fait sécession, ce scrutin devait affirmer la légitimité du nouveau pouvoir. Et surtout, l'affermir.

Les dirigeants occidentaux ont donc bruyamment félicité l'heureux gagnant, le milliardaire Petro Porochenko, qui l'a emporté au premier tour avec 56 % des suffrages. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Poutine avait annoncé qu'il reconnaissait par avance celui que le scrutin désignerait. Enfin, là où il a pu se tenir. Car dans les républiques rebelles de Donetsk et Lougansk, bien des électeurs n'avaient nulle envie de participer à l'élection d'un président dont ils refusent l'autorité et qui fait tirer sur eux.

Le canon ne cesse de tonner dans l'Est depuis avril. À Donetsk, les combats ont fait une quarantaine de morts ces jours derniers parmi les miliciens prorusses et chez les militaires envoyés contre eux. Voilà cette « démocratie » que le nouvel

élu incarnerait, à en croire les médias...

Se disant décidé à « briser le terrorisme » et à ne pas laisser le pays se « transformer en Somalie », Porochenko se veut un homme à poigne. Alors que depuis des mois le pouvoir central apparaît sans force et irrésolu, l'image que donne Porochenko a pu rassurer une partie de la population, y compris russophone. Elle a sans doute ainsi voté pour celui qui lui promettait de remettre de l'ordre dans le chaos et auquel s'était en outre ralliée la majeure partie de la caste dirigeante.

Car Porochenko est un pur produit de cette caste bureaucratique-affairiste. Milliardaire, il l'est devenu sur les ruines de l'Union soviétique, en bâtissant un groupe médiatique et commercial, sa firme Roshen inondant notamment l'ex-URSS en

produits de confiserie industrielle. Comme ses comparses en affaires, Porochenko a bénéficié en cela du soutien des clans qui se sont succédé au pouvoir : il a flirté avec les dirigeants de la « révolution orange », mais a aussi soutenu le camp adverse. Il a participé à la création du Parti des régions du président déchu Ianoukovitch, dont il a été ministre de l'Économie. Personnage en vue du pouvoir précédent, il a apporté le soutien de sa chaîne de télévision aux manifestants du Maïdan, quand il apparut que le sort de Ianoukovitch allait basculer.

La plupart de ceux qui se sont le plus enrichis dans le pillage de l'économie, les oligarques, ont agi de même. Ils ont rallié les nouvelles autorités, et en sont même devenus les piliers à l'Assemblée, puis au gouvernement, à la tête des régions et maintenant à la présidence. Ils illustrent à leur façon la variante ukrainienne du « il faut que tout change pour que rien ne change » de fondamental.

En tout cas, pour les nantis, et au détriment de la

population laborieuse, qu'elle ait un emploi misérable dans les mines de l'Est russophone ou qu'elle n'ait plus de travail dans l'Ouest ukrainophone. Les petites gens ne voulaient plus des oligarques voleurs et d'un régime corrompu. Eh bien, ils retrouvent la même engeance aux commandes. Mais cette fois, avec la bénédiction des grandes puissances impérialistes. Car elles escomptent déjà les bonnes affaires que ce pouvoir leur permettra de faire. Poutine, lui, va tenter maintenant de négocier avec Kiev la sauvegarde de certains intérêts de Moscou dans la région, après avoir bien montré qu'il laissait choir les bandes qui réclament qu'on rattache l'est de l'Ukraine à la Russie.

Porochenko dit qu'il ira dès que possible dans l'Est et qu'il accordera une large autonomie aux russophones. On verra. Mais ce que l'on voit, c'est que l'offensive de l'armée dans l'Est, qui ne ralentit pas, pousse toujours plus de gens à « choisir », contraints et forcés, le camp des nationalistes prorusses. Ce que l'on constate surtout, c'est que

le jeu que l'Union européenne et les États-Unis ont mené en Ukraine, et les réactions que cela a provoquées de la part de la Russie, ont jeté le pays dans le chaos, et mis à feu et à sang ses provinces orientales. Et rien ne dit que l'incendie soit prêt de s'éteindre, quand s'affrontent des bandes nationalistes armées, de moins en moins contrôlables, qui s'activent à creuser un fossé de sang au sein de la population.

S'adressant à tout le pays, Porochenko a promis qu'il « mènerait sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne ». Tous ses prédécesseurs ont déjà fait cette promesse qui n'engage à rien. Car ce n'est ni Kiev ni même Bruxelles qui en décident, mais Berlin, Londres et Paris. Et les puissances impérialistes d'Europe et d'Amérique ont décidé que, pour prix d'un prêt de 25 milliards à l'Ukraine, sa population allait devoir accepter que Porochenko et ses ministres privatisent à tout-va, coupent dans les dépenses sociales, baissent les salaires et les pensions...

Pierre LAFFITTE

• Maroc

Non à la répression !

Au cours des trois semaines passées, les tribunaux marocains ont condamné à des peines de prison ferme des militants ouvriers et des manifestants qui s'opposaient au pouvoir.

Le 6 mai, à Ouarzazate, deux militants du syndicat CDT (Confédération démocratique des travailleurs) ont été condamnés à six mois ou un an de prison ferme, dont l'un, Hamid Majdi, avait pourtant été acquitté en février. D'autres procès sont en cours contre des militants syndicaux impliqués dans la défense des mineurs de

la dignité, la liberté et la justice sociale », malgré la pression du gouvernement qui décrétait la manifestation « politique », et donc passible de répression. Au cours de celle-ci, onze militants du M20 avaient été arrêtés et mis en garde à vue. Neuf d'entre eux ont été détenus jusqu'au procès et condamnés à six mois ou un an de prison ferme et à des amendes énormes. Les témoignages des syndicats organisateurs et les plaidoyers des avocats n'ont évidemment pas été pris en compte au cours de ce procès truqué. Un rassemblement de protestation s'est tenu devant le tribunal.

Le 21 mai, c'était le tour de jeunes militants du Mouvement du 20 février (M20) – né lors de la vague du « printemps arabe » – qui avaient été arrêtés pour avoir manifesté à Casablanca, le 6 avril dernier, à l'appel de trois centrales syndicales. Des milliers de personnes s'étaient alors rassemblées « pour la protection du pouvoir d'achat,

En 2013, selon un organisme officiel marocain, 9,2 % des 12 millions d'actifs que compte le pays étaient au chômage,



et parmi eux, 980 000 n'avaient qu'un « sous-emploi ». Deux chômeurs sur trois avaient moins de 30 ans. Il n'existe pas de smig (salaire minimum garanti) généralisé et celui du secteur industriel était en 2013 de 2 324 dirhams (208 euros). Le gouvernement évoque de façon insistante l'idée de ne plus subventionner les prix des

produits de base comme le sucre, la farine, ou la bonbonne de gaz, ce qui serait catastrophique pour une bonne partie de la population.

Les syndicats avaient été reçus à ce sujet fin avril par le Premier ministre Benkirane, sans que rien ne change pour le moment, et surtout pas les méthodes d'intimidation. Le régime

n'entend toujours pas laisser s'exprimer les militants syndicaux ni les manifestants qui contestent la dictature et les conditions de vie de la population, et saisit toutes les occasions pour tenter de les faire rentrer dans le rang.

La contestation ne se tait pas pour autant.

Malika FARÈS